



*Date de dépôt : 18 janvier 2023*

**Rapport du Conseil d'Etat**  
au Grand Conseil sur la prise en considération de l'initiative  
populaire cantonale 187 « j'y vis, j'y paie ! »

- |  |                          |
|--|--------------------------|
| 1. Arrêté du Conseil d'Etat constatant l'aboutissement de l'initiative, publié dans la Feuille d'avis officielle le .....                                | <b>23 septembre 2022</b> |
| 2. Arrêté du Conseil d'Etat au sujet de la validité de l'initiative, <b>au plus tard le</b> .....  | <b>23 janvier 2023</b>   |
| 3. Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la prise en considération de l'initiative, <b>au plus tard le</b> .....                                | <b>23 janvier 2023</b>   |
| 4. Décision du Grand Conseil sur la prise en considération de l'initiative et sur l'opposition éventuelle d'un contreprojet, <b>au plus tard le</b> .... | <b>23 septembre 2023</b> |
| 5. En cas d'opposition d'un contreprojet, adoption par le Grand Conseil du contreprojet, <b>au plus tard le</b> .....                                    | <b>23 septembre 2024</b> |

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement de l'initiative populaire 187 « j'y vis, j'y paie ! » (ci-après : IN 187) par un arrêté du 21 septembre 2022, publié dans la Feuille d'avis officielle le 23 septembre 2022. De cette date court une série de délais successifs, qui définissent les étapes de la procédure en vue d'assurer le bon exercice des droits politiques. Le premier des délais de procédure a trait au dépôt du présent rapport au Grand Conseil en vue de son traitement par la commission ad hoc, dépôt qui doit intervenir dans les 4 mois suivant la publication de la constatation de l'aboutissement de l'initiative, conformément à l'article 120A, alinéa 1, de la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève, du 13 septembre 1985 (LRGC; rs/GE B 1 01).

En l'espèce, ce délai arrive à échéance le 23 janvier 2023.

Par arrêté séparé de ce jour, le Conseil d'Etat a estimé que l'IN 187 respectait l'ensemble des conditions de validité d'une initiative populaire cantonale. Il l'a donc déclarée valide.

En ce qui concerne la prise en considération du texte de l'initiative, le Conseil d'Etat expose au Grand Conseil, dans le présent rapport, sa position quant à la suite à donner à cette initiative.

## **1. Brève synthèse des propositions de l'IN 187**

L'IN 187 modifie plusieurs dispositions du titre II de la 2<sup>e</sup> partie de la LCP<sup>1</sup> qui concerne les centimes additionnels communaux.

Actuellement, la LCP attribue aux communes la compétence fiscale de percevoir des centimes additionnels sur l'impôt cantonal sur le revenu et la fortune des personnes physiques d'après divers points de rattachements :

- la commune du domicile<sup>2</sup>;
- la commune du lieu de situation de l'immeuble<sup>3</sup>;
- la commune du lieu de l'exploitation d'un commerce, d'une industrie ou d'une entreprise<sup>4</sup>;
- la commune du lieu de l'exercice d'une profession, d'une fonction ou d'un emploi<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> Loi générale sur les contributions publiques, du 9 novembre 1887 (LCP; rs/GE D 3 05).

<sup>2</sup> Art. 293, lettre A, chiffre 1, LCP.

<sup>3</sup> Art. 293, lettre A, chiffre 2, lettre a, LCP.

<sup>4</sup> Art. 293, lettre A, chiffre 2, lettre b, LCP.

<sup>5</sup> Art. 293, lettre A, chiffre 2, lettre c, LCP.

En cas de répartition des compétences fiscales entre la commune du domicile et une ou plusieurs autres communes, la commune du domicile dispose d'une part privilégiée.

L'IN 187 modifie cette attribution. Elle supprime la compétence fiscale accordée à la commune du lieu de l'exercice d'une profession, d'une fonction ou d'un emploi, et elle attribue cette compétence à la commune du domicile. L'IN 187 supprime également la part privilégiée attribuée à la commune du domicile.

## 2. La terminologie

Apparue durant la première partie du XX<sup>e</sup> siècle, la péréquation financière intercommunale au sens large<sup>6</sup> regroupe deux éléments qui seront présentés séparément tout au long du présent rapport. Il s'agit de :

### 2.1 La compétence fiscale des communes

La compétence fiscale des communes concerne la compétence d'une commune de percevoir des centimes additionnels sur l'impôt cantonal sur le revenu et la fortune des personnes physiques d'après divers points de rattachements (présence du domicile, présence d'un immeuble, exploitation d'un commerce, d'une industrie ou d'une entreprise, exercice d'une profession, d'une fonction ou d'un emploi). Les fondements légaux de la compétence fiscale attribuée à une commune se trouvent dans la LCP.

### 2.2 La péréquation financière intercommunale

En dehors de la compétence fiscale des communes, le mécanisme de la péréquation financière intercommunale vise à réduire les disparités qui existent entre les communes en terme de capacité financière et à accroître l'efficacité des communes dans l'accomplissement de leurs tâches publiques. Les fondements légaux de la péréquation financière intercommunale se trouvent dans la LRPFI<sup>7</sup> et très accessoirement dans la LCP.

---

<sup>6</sup> C'est avec une conception de la péréquation financière intercommunale au sens large que la loi sur le renforcement de la péréquation financière intercommunale et le développement de l'intercommunalité, du 3 avril 2009 (LRPFI; rs/GE B 6 08), a ainsi été nommée, car cette loi vient « renforcer » les mécanismes péréquatifs de la LCP.

<sup>7</sup> Loi sur le renforcement de la péréquation financière intercommunale et le développement de l'intercommunalité, du 3 avril 2009 (LRPFI; rs/GE B 6 08).

### 3. La compétence fiscale des communes

#### 3.1 Le cadre légal fédéral

Conformément au principe de la territorialité, une collectivité publique ne peut frapper d'un impôt que des personnes qui lui sont assujetties. L'assujettissement des personnes physiques s'effectue traditionnellement de deux façons : soit en vertu d'un rattachement personnel (domicile ou séjour) avec la collectivité concernée, ce qui déclenche alors un assujettissement illimité, soit en raison d'un rattachement économique (présence d'un immeuble ou d'une entreprise sur le territoire de la collectivité, par exemple), générateur d'un assujettissement limité<sup>8</sup>.

La LHID<sup>9</sup> est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1993. Elle est une loi-cadre qui désigne les impôts directs que les cantons doivent prélever et fixe les principes selon lesquels la législation cantonale les établit (art. 1, al. 1, LHID). Les cantons ont disposé d'un délai d'adaptation de 8 ans, venu à échéance le 31 décembre 2000.

En vertu de la LHID, la compétence fiscale des cantons pour l'impôt cantonal sur le revenu et la fortune des personnes physiques se présente comme suit :

- le domicile ou le séjour dans le canton suscite un assujettissement illimité<sup>10</sup>;
- en l'absence de domicile ou de séjour dans le canton, l'exploitation d'une entreprise ou d'un établissement stable dans le canton, le fait de posséder ou d'avoir la jouissance d'un immeuble sis dans le canton, ou le fait de faire du commerce d'immeubles sis dans le canton, suscite un assujettissement limité<sup>11</sup>.

Ces règles de compétences sont valables lorsque le domicile ou le séjour du contribuable est en Suisse (rapport intercantonal). Lorsque le domicile ou le séjour du contribuable est à l'étranger, ce sont d'autres règles qui s'appliquent (rapport international).

---

<sup>8</sup> Xavier Oberson, *Droit fiscal suisse*, 5<sup>e</sup> éd. 2021, p. 85, numéro 1.

<sup>9</sup> Loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes, du 14 décembre 1990 (LHID; RS 642.14).

<sup>10</sup> Art. 3, al. 1, LHID.

<sup>11</sup> Art. 4, al. 1, LHID.

Le Tribunal fédéral a précisé que la LHID fixe la compétence fiscale des cantons dans un rapport intercantonal mais non pas intercommunal, c'est-à-dire entre les différentes communes d'un même canton<sup>12</sup>. Il a toutefois recommandé que la compétence fiscale des communes soit fixée conformément aux règles de compétences applicables dans un rapport intercantonal telles que présentées ci-dessus<sup>13</sup>.

### **3.2 Situation actuelle dans le canton de Genève**

Actuellement, la compétence fiscale pour une commune de percevoir des centimes additionnels communaux sur le revenu et la fortune des personnes physiques se présente comme suit :

- le domicile dans la commune suscite un assujettissement illimité<sup>14</sup>;
- en l'absence de domicile ou de séjour dans la commune, suscitent un assujettissement limité :
  - le fait de posséder un immeuble dans la commune<sup>15</sup>;
  - le fait d'exploiter un commerce, une industrie ou une entreprise dans la commune<sup>16</sup>;
  - le fait d'exercer une profession, une fonction ou un emploi dans la commune<sup>17</sup>.

Lorsqu'un assujettissement illimité dans une commune (en raison du domicile) est combiné avec un assujettissement limité dans une autre commune, la compétence fiscale des communes est répartie entre les communes intéressées. Cette répartition s'effectue de la manière suivante :

- les impôts cantonaux sur le revenu et la fortune sont fractionnés<sup>18</sup>;
- une part privilégiée, égale à 20% au moins et à 80% au plus de chacun de ces impôts, est attribuée à la commune du domicile<sup>19</sup>;

---

<sup>12</sup> Arrêt du Tribunal fédéral du 19 juin 2015 (2C\_28/2015), publié in ATF 141 I 235, consid. 6.3.

<sup>13</sup> Voir dans ce sens, Arrêt du Tribunal fédéral du 19 juin 2015 (2C\_28/2015), publié in ATF 141 I 235, consid. 7.2.

<sup>14</sup> Art. 293, lettre A, chiffre 1, LCP.

<sup>15</sup> Art. 293, lettre A, chiffre 2, lettre a, LCP.

<sup>16</sup> Art. 293, lettre A, chiffre 2, lettre b, LCP.

<sup>17</sup> Art. 293, lettre A, chiffre 2, lettre c, LCP.

<sup>18</sup> Art. 295A, al. 1, LCP.

<sup>19</sup> Art. 295A, al. 2, LCP.

- le solde restant après déduction de cette part privilégiée est réparti proportionnellement au revenu et à la fortune afférents à chaque commune, y compris la commune du domicile, par rapport au revenu total et à la fortune totale<sup>20</sup>;
- les communes intéressées, sur la part des impôts cantonaux et communaux qui leur sont attribuées de cette manière, perçoivent des centimes additionnels communaux<sup>21</sup>.

Le Tribunal fédéral s'est prononcé sur la conformité du système actuel avec la LHID et il l'a validé<sup>22</sup>. Il a toutefois indiqué que l'on pouvait regretter qu'en matière intercommunale, la législation genevoise s'écarte des règles de compétences applicables dans un rapport intercantonal telles que présentées ci-dessus au chiffre 3.1.

### ***3.3 Les propositions de l'IN 187***

L'IN 187 modifie la compétence fiscale des communes de la façon suivante :

- la compétence fiscale accordée à la commune du lieu de l'exercice d'une profession, d'une fonction ou d'un emploi est supprimée. Cette compétence revient à la commune du domicile;
- la part privilégiée accordée à la commune du domicile est supprimée.

Du point de vue des règles de compétences fiscales applicables dans un rapport intercantonal dont l'application dans un rapport intercommunal est recommandée par le Tribunal fédéral (voir supra chiffre 3.1), on constate que :

- la compétence fiscale de la commune du lieu de l'exercice d'une activité lucrative dépendante (avec les expressions de « profession », « fonction », « emploi ») disparaît et cette compétence revient à la commune du domicile, conformément à ce qui prévaut au niveau intercantonal;
- la compétence fiscale de la commune du lieu de l'exercice d'une activité lucrative indépendante (avec les expressions de « commerce », « industrie », « entreprise ») est maintenue au lieu de l'exercice de l'activité lucrative indépendante, conformément à ce qui prévaut au niveau intercantonal;

---

<sup>20</sup> Art. 295A, al. 2, LCP.

<sup>21</sup> Art. 295A, al. 2, LCP.

<sup>22</sup> Arrêt du Tribunal fédéral du 19 juin 2015 (2C\_28/2015), publié in ATF 141 I 235, consid. 7.2.

- s'agissant des professions libérales, la compétence fiscale pourrait revenir soit :
  - à la commune du lieu de l'exercice de la profession libérale si cette profession est assimilée à une activité lucrative indépendante, conformément à ce qui prévaut au niveau intercantonal<sup>23</sup>;
  - soit à la commune du domicile si cette profession est assimilée à une « profession », « fonction » ou « emploi » et c'est ce que soutiennent les autrices et auteurs de l'IN 187<sup>24</sup>. Nonobstant le fait que cette seconde interprétation s'éloignerait de ce qui prévaut au niveau intercantonal – mécanisme que le Tribunal fédéral appelle de ses vœux (voir supra chiffres 3.1 et 3.2) – le Conseil d'Etat l'a retenue dans le cadre de son arrêté statuant sur la validité de l'initiative. Elle est en effet conforme à la volonté des initiants, ainsi qu'au principe *in dubio pro populo*.

#### 4. La péréquation financière intercommunale

##### 4.1 Le cadre légal fédéral

Le droit fédéral ne prévoit rien en matière de péréquation financière intercommunale. Les cantons sont souverains dans ce domaine.

##### 4.2 Situation actuelle dans le canton de Genève

Le mécanisme de la péréquation financière intercommunale vise à réduire les disparités qui existent entre les communes en termes de capacités financières et à accroître l'efficacité dans l'accomplissement des tâches publiques. Il comprend :

---

<sup>23</sup> Dans ce sens Xavier Oberson, *Droit fiscal suisse*, 5<sup>e</sup> éd. 2021, p. 585, numéro 47, où il est indiqué « Dans la mesure où l'activité indépendante du contribuable se déploie dans un autre canton au moyen d'une base fixe d'affaires (« Geschäftsart ») (étude d'avocat ou de notaire, cabinet médical ou dentaire, bureau d'architecte, raison individuelle, etc.), il y aura création d'un domicile spécial donnant au canton de situation le droit *exclusif* d'imposer le revenu attribuable à cette base et la fortune professionnelle qui s'y trouve. ».

<sup>24</sup> Voir la lettre du comité d'initiative du 24 octobre 2022 en annexe où il est mentionné « La volonté des initiants était d'imposer exclusivement par la commune de domicile l'ensemble des revenus des professions, fonctions ou emplois des contribuables, ce qui de leur avis inclut les professions libérales. ».

#### *4.2.1 Une contribution générale des communes à fort potentiel de ressources en faveur des communes à faible potentiel de ressources<sup>25</sup>*

Ce dispositif a pour effet de transférer les ressources des communes à fort potentiel de ressources vers celles à faible potentiel de ressources.

Le potentiel de ressources mesure les revenus fiscaux théoriques que les communes auraient obtenus sur la base de quotités fiscales identiques (le taux du centime additionnel est identique pour toutes les communes et la taxe professionnelle communale, avant un éventuel dégrèvement, est prise en compte).

Un « indice des ressources »<sup>26</sup> est établi sur la base du potentiel de ressources de chaque commune. La moyenne pondérée de cet indice est égale à 100. Une commune à potentiel de ressources élevé verra son indice être supérieur à 100, respectivement une commune à potentiel de ressources faibles, inférieur à 100.

Le transfert des ressources entre les communes dépend de l'écart de l'indice de ressource d'une commune donnée par rapport à la moyenne pondérée. Si l'indice d'une commune donnée est supérieur à 100, celle-ci effectuera une contribution (sous forme d'un paiement compensatoire) au profit des communes dont l'indice est inférieur à 100. Si l'indice d'une commune donnée est inférieur à 100, celle-ci recevra une allocation versée par les communes dont l'indice est supérieur à 100.

La masse financière en mouvement est limitée à 2% de la somme des potentiels de ressources de chacune des communes. Cela représente, pour l'année comptable 2021, un montant de 40,4 millions de francs sur un total de 2 020,7 millions de francs. Comme le prévoit la loi, il est tenu compte d'un décalage de 2 ans. Cela permet d'assurer, d'une part, la disponibilité des données financières et, d'autre part, que les montants communiqués pour le budget seront bien ceux qui seront utilisés aussi pour les comptes. Ainsi, ce sont les données financières des comptes 2021 qui sont utilisées pour la péréquation intercommunale 2023.

---

<sup>25</sup> Art. 2, lettre a, chiffre 1, et chapitre I du titre II de la LRPFI.

<sup>26</sup> Les recettes fiscales théoriques sont calculées pour chaque commune, puis divisées par le nombre d'habitants, et enfin présentée sous la forme d'un indice dont la moyenne pondérée est égale à 100.

Le tableau figurant en annexe 3 illustre les montants calculés par le département des finances et des ressources humaines (DF) et communiqués aux communes dans le cadre du processus budgétaire 2023<sup>27</sup>. La troisième colonne intitulée « Effet de la péréquation des ressources » montre ces transferts entre les communes à fort potentiel de ressources en faveur des communes à faible potentiel de ressources.

#### *4.2.2 Une contribution de « ville-centre » en faveur de la Ville de Genève et à charge des autres communes<sup>28</sup>*

Ce dispositif compense les prestations d'intérêt général que la Ville de Genève assume également au bénéfice de la population de toutes les communes. Il a pour effet de transférer les ressources de l'ensemble des communes, à l'exception de la Ville de Genève, à cette dernière.

Le montant de la contribution (sous forme d'un paiement compensatoire) à charge de chaque commune est calculé en multipliant par 0.6 la valeur du centime de la commune concernée<sup>29</sup>. Pour une illustration chiffrée, voir la quatrième colonne du tableau figurant en annexe 3.

#### *4.2.3 Une contribution destinée à la prise en charge des intérêts de dettes contractées par les communes à faible indice de capacité financière pour leurs équipements publics<sup>30</sup>*

Ce dispositif assure la prise en charge des intérêts de dettes contractées par les communes à faible indice de capacité financière<sup>31</sup> pour leurs équipements publics. L'étendue de cette prise en charge est déterminée au moyen d'un barème. Ces intérêts de dettes sont répartis, compte tenu du barème de leur prise en charge, entre l'ensemble des communes au prorata de la valeur du centime d'une commune pour une année fiscale donnée par rapport à la valeur de centime de l'ensemble des communes. Pour une illustration chiffrée, voir la sixième colonne du tableau figurant en annexe 3.

---

<sup>27</sup> A noter que ce tableau ne tient pas compte des modifications de la LRPFI figurant dans le projet de loi 13193, visant à financer l'accueil d'urgence des personnes sans abri et à renforcer la péréquation. Sous réserve du vote du Grand Conseil, ces modifications pourraient entrer en vigueur en 2023 déjà. Les montants de la péréquation intercommunale 2023 devront ainsi être recalculés par le DF.

<sup>28</sup> Art. 2, lettre a, chiffre 2, et chapitre II du titre II de la LRPFI.

<sup>29</sup> La valeur du centime de chaque commune est recalculée afin de tenir compte des ajustements intervenus durant l'année fiscale en cause mais liés à des années fiscales précédentes (art. 4, lettre b, LRPFI).

<sup>30</sup> Art. 2, lettre a, chiffre 3, et chapitre III du titre II de la LRPFI.

<sup>31</sup> Le règlement concernant le calcul de la capacité financière des communes, du 3 avril 1974 (RCFC; rs/GE D 3 05.20) détermine comment l'indice de capacité financière des communes est calculé.

#### *4.2.4 Une contribution destinée au financement partiel des frais de fonctionnement des structures d'accueil à plein temps pour la petite enfance et des places d'accueil familial de jour<sup>32</sup>*

Ce dispositif assure le financement destiné à appuyer le développement des politiques publiques communales dans le domaine de la petite enfance. Il a pour effet de transférer les ressources de l'ensemble des communes à celles qui financent les frais d'exploitation des structures de la petite enfance.

Une participation forfaitaire de 10 000 francs par place d'accueil à plein temps et par an est répartie entre l'ensemble des communes au prorata de la valeur du centime d'une commune pour une année fiscale donnée par rapport à la valeur de centime de l'ensemble des communes. Pour une illustration chiffrée, voir les neuvième et dixième colonnes du tableau figurant en annexe 3.

#### *4.2.5 Un fonds intercommunal<sup>33</sup>*

Ce dispositif assure le financement des investissements et des dépenses de fonctionnement relatifs à des prestations de caractère intercommunal ou assumées par une seule commune mais bénéficiant aux habitants d'autres communes, ainsi qu'à des prestations incombant à l'ensemble des communes. Il a pour effet de transférer les ressources de l'ensemble des communes à un fonds intercommunal de sorte que celui-ci atteigne un montant de 23 millions de francs sous déduction des intérêts de dettes mentionnés supra sous chiffre 4.2.3.

La contribution à ce fonds est répartie entre l'ensemble des communes au prorata de la valeur du centime d'une commune pour une année fiscale donnée par rapport à la valeur du centime de l'ensemble des communes. Pour une illustration chiffrée, voir la septième colonne du tableau figurant en annexe 3.

#### *4.2.6 Un fonds de péréquation financière intercommunale<sup>34</sup>*

Le fonds de péréquation financière intercommunale ne doit pas être confondu avec le fonds intercommunal (supra chiffre 4.2.5). Ce fonds dispose d'une compétence fiscale qui lui est propre, car il est alimenté par la perception de centimes additionnels qui lui sont spécifiquement dédiés sur 20% de l'impôt cantonal sur le bénéfice et le capital des personnes morales.

---

<sup>32</sup> Art. 2, lettre a, chiffre 4, et chapitre IV du titre II de la LRPF.

<sup>33</sup> Art. 2, lettre b, et titre III de la LRPF.

<sup>34</sup> Art. 295 LCP.

Le Conseil d'Etat répartit chaque année la recette du fonds entre les communes, compte tenu des charges qu'elles doivent assumer et de leur capacité financière. Il s'appuie sur une proposition de répartition adoptée par l'assemblée générale de l'Association des communes genevoises (ACG).

Les ressources allouées aux communes en provenance du fonds de péréquation financière intercommunale sont prises en compte lors du calcul des ressources et recettes de chaque commune au titre :

- des ressources de chaque commune pour la contribution générale des communes à fort potentiel de ressources en faveur des communes à faible potentiel de ressources (supra chiffre 4.2.1)<sup>35</sup>;
- des recettes fiscales pour fixer la prise en charge des intérêts de dettes (supra chiffre 4.2.3)<sup>36</sup>;
- des recettes fiscales pour fixer la prise en charge du financement des structures d'accueil pour la petite enfance (supra chiffre 4.2.4)<sup>37</sup>;
- des recettes fiscales pour fixer la contribution au fonds intercommunal (supra chiffre 4.2.5)<sup>38</sup>.

## 5. Chronologie

Les ressources des communes dépendent de leur compétence fiscale (voir supra chiffre 3), d'une part, et de la péréquation financière intercommunale (voir supra chiffre 4), d'autre part. Ces deux éléments imbriqués ont évolué lentement au cours du temps sous l'influence des réflexions menées conjointement par l'Etat de Genève et les communes. Ci-dessous une chronologie qui retrace cette lente évolution :

### *Avant 1993*

La LCP règle la compétence fiscale des communes pour la perception des centimes additionnels communaux (supra chiffre 3.2) et instaure le fonds de péréquation financière intercommunale (supra chiffre 4.2.6).

---

<sup>35</sup> Art. 7, al. 1, lettre b, LRPFI.

<sup>36</sup> Art. 16, lettre a, LRPFI.

<sup>37</sup> Art. 19, lettre a, LRPFI.

<sup>38</sup> Art. 30, al. 3, lettre a, LRPFI.

### **1<sup>er</sup> janvier 1993**

Le 1<sup>er</sup> janvier 1993, la LHID entre en vigueur avec un délai d'adaptation venu à échéance le 31 décembre 2000 (supra chiffre 3.1).

### **3 avril 2009**

Le 3 avril 2009, le Grand Conseil adopte la LRPFI<sup>39</sup> qui entre en vigueur le 26 novembre 2009.

La masse financière en mouvement est limitée à 1% de la somme des potentiels de ressources de chacune des communes (au lieu de 2% comme le prévoit le droit actuel, voir supra chiffre 4.2.1).

La contribution de « ville-centre » en faveur de la Ville de Genève à charge des autres communes est calculée en multipliant par 0.4 la valeur du centime de la commune concernée<sup>40</sup> (au lieu de 0.6 comme le prévoit le droit actuel, voir supra chiffre 4.2.2).

### **23 septembre 2016**

Le 23 septembre 2016, le Grand Conseil adopte la LFusC<sup>41</sup> qui entre en vigueur le 19 novembre 2016.

Cette loi modifie la LRPFI en prévoyant que le fonds intercommunal (voir supra chiffre 4.2.5) assure le financement des investissements des communes fusionnées pour une durée de 5 ans à partir de l'entrée en vigueur de la fusion.

### **22 septembre 2017**

Le 22 septembre 2017, le Grand Conseil adopte la loi<sup>42</sup> modifiant la LRPFI qui entre en vigueur le 31 décembre 2017.

Ce projet résulte d'une demande présentée par l'ACG en vertu de l'article 33, alinéa 2, de la LRPFI qui dispose que « si des mesures correctrices lui apparaissent nécessaires, l'Association des communes genevoises saisit le Conseil d'Etat des propositions de modification des dispositions réglementaires ou d'amendements à la présente loi ». Le Conseil d'Etat souligne, dans l'exposé des motifs du projet de loi, qu'il s'agit d'une mesure transitoire dans l'attente d'une future réforme de la péréquation

---

<sup>39</sup> Loi 10412.

<sup>40</sup> La valeur du centime de chaque commune est recalculée afin de tenir compte des ajustements intervenus durant l'année fiscale en cause mais liés à des années fiscales précédentes (art. 4, lettre b, LRPFI).

<sup>41</sup> Loi sur les fusions de communes, du 23 septembre 2016 (LFusC; rs/GE B 6 12) (loi 11842).

<sup>42</sup> Loi 12132.

financière intercommunale qui ne pourra toutefois intervenir que dans plusieurs années, eu égard au temps nécessaire à l'introduction d'une telle transformation.

La LFPFI est modifiée de la façon suivante :

- la masse financière en mouvement de la somme des potentiels de ressources de chacune des communes (voir supra chiffre 4.2.1) passe à 2%, au lieu de 1%;
- la contribution de « ville-centre » en faveur de la Ville de Genève à charge des autres communes (voir supra chiffre 4.2.2) est calculée en multipliant par 0.6 la valeur du centime de la commune concernée<sup>43</sup>, au lieu de 0.4.

### **12 septembre 2019**

Le 12 septembre 2019, le Grand Conseil adopte la LAPr<sup>44</sup> qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Seules peuvent être prises en considération les places d'accueil familial (voir supra chiffre 4.2.4) exploitée en conformité à la LAPr.

## **6. Situation dans les autres cantons**

### **6.1 La compétence fiscale des communes**

Etant donné que la compétence fiscale des communes pour les centimes additionnels communaux n'a pas fait l'objet d'une harmonisation dans la LHID (supra chiffre 3.1), les cantons sont seuls compétents dans ce domaine.

La situation dans certains cantons romands est présentée ci-dessous.

#### *Vaud*

La compétence fiscale des communes suit les mêmes règles que pour la compétence fiscale du canton<sup>45</sup>. La répartition des compétences fiscales entre la commune du domicile et une ou plusieurs autres communes s'effectue, en principe, d'après les règles du droit fiscal en matière de double imposition intercantonale<sup>46</sup>.

---

<sup>43</sup> La valeur du centime de chaque commune est recalculée afin de tenir compte des ajustements intervenus durant l'année fiscale en cause mais liés à des années fiscales précédentes (art. 4, lettre b, LRPFI).

<sup>44</sup> Loi sur l'accueil préscolaire, du 12 septembre 2019 (LAPr; rs/GE J 6 28) (loi 12197).

<sup>45</sup> Art. 5, al. 1, de la loi sur les impôts communaux, du 5 décembre 1956 (LICom; rs/VD 650.11) (état 15.03.2022).

<sup>46</sup> Art. 16, al. 1, LICom.

### *Valais*

La compétence fiscale des communes suit les mêmes règles que pour la compétence fiscale du canton<sup>47</sup>. La répartition des compétences fiscales entre la commune du domicile et une ou plusieurs autres communes s'effectue, en principe, d'après les règles du droit fiscal en matière de double imposition intercantonale<sup>48</sup>.

### *Neuchâtel*

La compétence fiscale des communes suit les mêmes règles que pour la compétence fiscale du canton<sup>49</sup>. La répartition des compétences fiscales entre la commune du domicile et une ou plusieurs autres communes s'effectue, en principe, d'après les règles du droit fiscal en matière de double imposition intercantonale<sup>50</sup>.

## **6.2 La péréquation financière intercommunale**

Etant donné que la péréquation financière intercommunale n'est pas prévue par le droit fédéral (supra chiffre 4.1), les cantons sont seuls compétents dans ce domaine et les législations peuvent différer d'un canton à l'autre. Les bases légales de certains cantons romands sont brièvement présentées ci-dessous.

### *Vaud*

La péréquation financière intercommunale est réglée par la LPIC<sup>51</sup> qui prévoit des mécanismes de péréquation directe ainsi que des mécanismes de péréquation indirecte, notamment en lien avec des mécanismes de péréquation verticale pour le financement des dépenses du canton en matière sociale.

### *Valais*

La péréquation financière intercommunale est réglée par la LPFI<sup>52</sup> qui prévoit une péréquation horizontale, une péréquation verticale, une compensation des charges financée par le canton pour atténuer la charge

---

<sup>47</sup> Art. 176, al. 1, de la loi fiscale, du 10 mars 1976 (LF; rs/VS 642.1) (état 01.01.2021).

<sup>48</sup> Art. 184, al. 1, LF.

<sup>49</sup> Art. 266, al. 1, de la loi sur les contributions directes, du 21 mars 2000 (LCdir; rs/NE 631.0) (état 01.01.2021).

<sup>50</sup> Art. 270, al. 1, LCdir.

<sup>51</sup> Loi sur les péréquations intercommunales, du 15 juin 2010 (LPIC; rs/VD 175.51) (état 11.11.2021).

<sup>52</sup> Loi sur la péréquation financière intercommunale, du 15 septembre 2011 (LPFI; rs/VS 613.1) (état 01.01.2012).

structurelle excessive supportée par certaines communes, une compensation des cas de rigueur financée par le canton et par les communes.

### *Neuchâtel*

La péréquation financière intercommunale est réglée par la LPFI<sup>53</sup> qui prévoit une péréquation horizontale, une péréquation verticale, une compensation des charges structurelle supportées par certaines communes.

## **7. Impact financier**

Afin de mesurer l'impact financier de l'IN 187 sur les finances des communes, il a été demandé à l'administration fiscale cantonale (AFC) de procéder à des simulations sur les années fiscales 2012 à 2020, soit depuis la mise en œuvre complète de la nouvelle loi sur l'imposition des personnes physiques, du 27 septembre 2009 (LIPP; rs/GE D 3 08), jusqu'à la dernière année où l'AFC dispose de données quasi complètes. L'exercice 2021 repose encore en bonne partie sur des estimations, alors que l'exercice 2022 est bien entendu quasi complètement estimé à ce stade. La simulation a été effectuée à partir des années fiscales isolées et reconstituées et non à partir des exercices comptables. Cela signifie que les correctifs relatifs à des années antérieures qui figurent dans les recettes fiscales inscrites dans les comptes annuels des communes ont été retraités et attribués à la bonne année fiscale. La simulation n'est donc pas comparable à ce qui figurent dans les comptes annuels, mais, d'une part, il était plus compliqué de faire autrement et, d'autre part, elle est ainsi beaucoup plus précise et permet de tirer de meilleurs enseignements.

Une fois les années fiscales reconstituées, la simulation consiste à supprimer la part privilégiée et à attribuer les impôts des personnes physiques entièrement à la commune de domicile. Le taux d'imposition du revenu du contribuable, soit les centimes additionnels communaux, est donc celui de la commune de domicile. Le tableau figurant en annexe 4 présente pour chaque commune la part privilégiée actuelle et le nombre de centimes additionnels prélevé chaque année.

En annexe 5 figurent deux tableaux présentant l'impact financier qu'aurait eu l'IN 187 pour les années fiscales 2012 à 2020 pour toutes les communes classées selon l'ordre alphabétique habituel. Le premier tableau présente l'impact en millions de francs et le deuxième en pourcent.

---

<sup>53</sup> Loi sur la péréquation financière intercommunale, du 2 février 2000 (LPFI; rs/NE 176.16) (état 01.01.2022).

Dans le tableau ci-dessous, qui présente uniquement l'impact financier en pourcent pour les années 2016 à 2020, les communes ont été triées, sur la base de la moyenne, en mettant en premier celles pour lesquelles l'impact aurait été le plus positif et en dernier celles pour lesquelles l'impact aurait été le plus négatif.

**Tableau 1 – Impacts de la suppression de la part privilégiée et de l'imposition de l'activité lucrative sur la commune de domicile, par année fiscale, pour l'impôt communal sur le revenu et la fortune (impôt au barème ordinaire IBO, et impôt à la source IS), en %.**

<b>Communes</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>Moyenne 2016-20</b>
Vandœuvres	+45.2%	+39.5%	+42.1%	+45.2%	+42.7%	+42.9%
Veyrier	+36.0%	+32.4%	+33.3%	+35.7%	+36.3%	+34.7%
Troinex	+25.3%	+27.5%	+33.5%	+35.3%	+32.5%	+30.9%
Chêne-Bougeries	+26.8%	+28.5%	+25.4%	+29.4%	+35.9%	+29.2%
Corsier	+31.9%	+29.8%	+25.8%	+26.3%	+24.4%	+27.4%
Collonge-Bellerive	+22.5%	+25.4%	+22.3%	+20.8%	+25.5%	+23.3%
Russin	+29.4%	+44.2%	+42.9%	+12.8%	+5.3%	+23.2%
Jussy	+17.4%	+17.5%	+23.2%	+24.1%	+29.2%	+22.6%
Hermance	+17.6%	+17.6%	+19.8%	+22.5%	+20.9%	+19.7%
Pregny-Chambésy	+15.4%	+17.4%	+19.4%	+22.0%	+24.5%	+19.7%
Céligny	+15.4%	+14.1%	+19.2%	+17.7%	+21.4%	+17.4%
Anières	+12.2%	+13.7%	+18.8%	+19.0%	+21.7%	+16.3%
Genthod	+11.4%	+18.2%	+19.1%	+17.2%	+16.6%	+16.0%
Avully	+15.3%	+15.1%	+14.6%	+13.5%	+14.4%	+14.6%
Choulex	+14.2%	+15.1%	+11.2%	+15.2%	+18.0%	+14.5%
Presinge	+12.1%	+14.5%	+13.5%	+12.4%	+10.3%	+12.6%
Soral	+8.7%	+7.9%	+19.2%	+10.4%	+13.3%	+11.7%
Perly-Certoux	+15.3%	+11.1%	+9.5%	+11.7%	+8.8%	+11.2%
Cologny	+15.9%	+17.0%	+11.2%	+7.0%	+6.3%	+10.4%
Gy	+17.0%	+12.6%	+9.0%	+8.7%	+4.7%	+10.4%
Chancy	+10.1%	+10.4%	+10.4%	+11.0%	+9.7%	+10.3%
Meinier	+5.6%	+7.7%	+8.9%	+11.1%	+11.7%	+8.8%
Collex-Bossy	+8.4%	+8.2%	+9.1%	+6.8%	+6.9%	+7.9%

	2016	2017	2018	2019	2020	Moyenne 2016-20
<b>Communes</b>						
Avusy	+9.0%	+8.7%	+8.2%	+7.6%	+4.9%	+7.7%
Thônex	+8.8%	+7.3%	+8.0%	+7.5%	+6.5%	+7.6%
Bardonnex	+8.2%	+6.9%	+5.7%	+4.6%	+6.7%	+6.4%
Cartigny	+0.2%	+3.5%	+7.5%	+8.6%	+10.2%	+6.1%
Laconnex	+11.9%	+5.2%	+2.1%	+8.3%	+2.6%	+6.1%
Plan-les-Ouates	+6.6%	+7.3%	+5.2%	+2.6%	+4.8%	+5.2%
Confignon	+2.8%	+4.4%	+5.3%	+4.2%	+7.0%	+4.8%
Aire-la-Ville	+4.2%	+4.9%	+8.4%	+3.2%	+2.5%	+4.6%
Bellevue	-6.1%	-2.9%	+6.8%	+13.1%	+8.6%	+4.0%
Bernex	+3.6%	+4.5%	+3.8%	+4.1%	+3.4%	+3.9%
Chêne-Bourg	+2.9%	+1.5%	+3.7%	+3.2%	+3.7%	+3.0%
Versoix	+3.5%	+2.1%	+2.9%	+4.4%	+2.0%	+3.0%
Dardagny	+3.2%	+3.6%	+2.0%	+1.5%	+2.0%	+2.5%
Onex	+1.7%	+1.7%	+1.5%	+0.8%	+0.6%	+1.3%
Satigny	+2.0%	+1.6%	+0.7%	-0.4%	-0.5%	+0.6%
Puplinge	-3.2%	-2.0%	+0.3%	+0.4%	+0.5%	-0.8%
Grand-Saconnex	-6.9%	-8.5%	-5.2%	-4.0%	-2.6%	-5.4%
Genève	-7.9%	-8.0%	-8.1%	-8.8%	-9.0%	-8.4%
Meyrin	-12.2%	-10.7%	-9.3%	-9.3%	-9.0%	-10.1%
Carouge	-8.3%	-8.6%	-11.0%	-11.3%	-12.2%	-10.4%
Vernier	-11.6%	-11.8%	-12.2%	-11.6%	-13.5%	-12.1%
Lancy	-16.9%	-16.4%	-14.6%	-14.0%	-15.1%	-15.4%
<b>Total</b>	<b>-1.4%</b>	<b>-1.4%</b>	<b>-1.4%</b>	<b>-1.2%</b>	<b>-1.4%</b>	<b>-1.5%</b>

Aux deux extrêmes, pour les années fiscales 2016 à 2020, en moyenne, avec l'IN 187, la commune de Vandœuvres aurait vu ses recettes fiscales augmenter de 42.9% par rapport à la LCP actuellement en vigueur, tandis que la commune de Lancy aurait vu ses recettes fiscales diminuer de 15.4%. Globalement, au total, les recettes fiscales de l'ensemble des communes auraient baissé de 1.5%. Cela s'explique par le fait qu'avec l'IN 187 la masse fiscale se déplace plus vers des communes dont le taux de centimes est plus

bas que l'inverse (voir l'annexe 4 pour les centimes additionnels communaux).

Ces résultats peuvent paraître *a priori* étonnants, puisque des communes comprenant beaucoup d'emplois ne figurent pas parmi les perdantes, alors qu'*a contrario* des communes à fort potentiel de ressources et comptant peu d'emplois ne se trouvent pas parmi les principales gagnantes. Ces deux cas de figure peuvent s'expliquer, d'une part, par le fait que les détenteurs d'un permis de frontalier continuent d'être imposés à la source sur la commune de travail et, d'autre part, par un nombre proportionnellement important de rentiers parmi les plus gros contribuables de la commune, donc des revenus qui sont déjà entièrement taxés sur la commune de domicile.

Pour avoir une vision complète de l'impact financier de l'IN 187, le DF a ensuite recalculé les effets des mécanismes de péréquation intercommunale de la LRPFI pour chaque commune, pour les exercices 2018, 2019 et 2020. Le résultat figure en annexe 6 avec un tableau présentant l'impact du recalcul de la péréquation sur la base des recettes fiscales avec et sans l'IN 187, par année fiscale. Puis, l'effet de la péréquation, soit un revenu pour les communes « pauvres » ou une charge pour les communes « riches », est additionné aux recettes fiscales présentées dans l'annexe 5 pour avoir la vision complète des impacts financiers de l'IN 187. Les effets de la péréquation sont présentés ici sur le même exercice que les recettes fiscales, sans tenir compte du décalage de 2 ans prévu par la loi. Cette présentation n'est donc pas comparable pour chaque année à celle qui figure dans les budgets des communes, mais elle est plus précise pour mesurer les impacts de l'IN 187 dans le cadre de ce rapport.

Un extrait de cette annexe 6 figure dans le tableau ci-dessous, pour l'année 2020 uniquement.

**Tableau 2 – Impacts de l'IN 187 sur la péréquation intercommunale (LRPFI), en francs et en %, et impacts globaux sur les finances des communes pour l'année fiscale 2020**

Communes	LRPFI basée sur AF 2020	LRPFI 2020 recalculée IN 187	Impacts LRPFI pour l'année fiscale 2020		Impacts cumulés LRPFI et recettes fiscales année fiscale	
	En francs	En francs	En francs	En %	En francs	En %
Vandoeuvres	-1'638'991	-3'098'817	<b>-1'459'826</b>	<b>+89.1%</b>	<b>+3'246'522</b>	<b>+34.6%</b>
Chêne-Bougeries	-1'777'877	-3'401'551	<b>-1'623'674</b>	<b>+91.3%</b>	<b>+10'948'405</b>	<b>+32.9%</b>
Troinex	-365'380	-554'085	<b>-188'705</b>	<b>+51.6%</b>	<b>+2'009'837</b>	<b>+31.4%</b>
Veyrier	128'155	-1'332'967	<b>-1'461'122</b>	<b>-1140.1%</b>	<b>+7'803'751</b>	<b>+30.4%</b>

Communes	LRPFI basée sur AF 2020	LRPFI 2020 recalculée IN 187	Impacts LRPFI pour l'année fiscale 2020		Impacts cumulés LRPFI et recettes fiscales année fiscale	
	En francs	En francs	En francs	En %	En francs	En %
Jussy	-263'819	-448'259	<b>-184'440</b>	<b>+69.9%</b>	<b>+1'294'577</b>	<b>+27.0%</b>
Pregny-Chambésy	-750'721	-1'076'303	<b>-325'582</b>	<b>+43.4%</b>	<b>+2'169'474</b>	<b>+23.0%</b>
Collonge-Bellerive	-4'263'543	-6'136'349	<b>-1'872'806</b>	<b>+43.9%</b>	<b>+6'149'597</b>	<b>+22.6%</b>
Corsier	-589'614	-865'865	<b>-276'251</b>	<b>+46.9%</b>	<b>+1'656'123</b>	<b>+22.6%</b>
Céligny	-202'945	-262'941	<b>-59'996</b>	<b>+29.6%</b>	<b>+431'478</b>	<b>+20.6%</b>
Hermance	-165'242	-224'484	<b>-59'242</b>	<b>+35.9%</b>	<b>+687'916</b>	<b>+20.2%</b>
Anières	-4'522'281	-5'830'457	<b>-1'308'176</b>	<b>+28.9%</b>	<b>+2'405'346</b>	<b>+19.2%</b>
Choulex	-250'544	-332'725	<b>-82'181</b>	<b>+32.8%</b>	<b>+741'363</b>	<b>+17.2%</b>
Cologny	-27'938'136	-26'725'333	<b>+1'212'803</b>	<b>-4.3%</b>	<b>+4'842'110</b>	<b>+16.2%</b>
Genthod	-1'745'940	-2'119'611	<b>-373'671</b>	<b>+21.4%</b>	<b>+1'359'270</b>	<b>+15.6%</b>
Presinge	-54'889	-70'438	<b>-15'549</b>	<b>+28.3%</b>	<b>+200'554</b>	<b>+9.8%</b>
Plan-les-Ouates	-6'626'857	-5'617'167	<b>+1'009'690</b>	<b>-15.2%</b>	<b>+2'660'897</b>	<b>+9.7%</b>
Meinier	-50'566	-161'460	<b>-110'894</b>	<b>+219.3%</b>	<b>+489'485</b>	<b>+9.6%</b>
Soral	-9'373	-105'846	<b>-96'473</b>	<b>+1029.3%</b>	<b>+172'077</b>	<b>+8.5%</b>
Cartigny	-87'325	-137'339	<b>-50'014</b>	<b>+57.3%</b>	<b>+193'296</b>	<b>+8.4%</b>
Bellevue	-375'989	-425'853	<b>-49'864</b>	<b>+13.3%</b>	<b>+593'565</b>	<b>+8.3%</b>
Perly-Certoux	-457'885	-548'076	<b>-90'191</b>	<b>+19.7%</b>	<b>+455'969</b>	<b>+7.9%</b>
Russin	-414'026	-384'223	<b>+29'803</b>	<b>-7.2%</b>	<b>+211'482</b>	<b>+7.1%</b>
Confignon	459'407	189'661	<b>-269'746</b>	<b>-58.7%</b>	<b>+527'185</b>	<b>+4.5%</b>
Gy	-40'823	-47'911	<b>-7'088</b>	<b>+17.4%</b>	<b>+63'215</b>	<b>+4.3%</b>
Avully	487'794	220'914	<b>-266'880</b>	<b>-54.7%</b>	<b>+126'476</b>	<b>+3.9%</b>
Bardonnex	9'802	-131'349	<b>-141'151</b>	<b>-1440.0%</b>	<b>+188'105</b>	<b>+3.8%</b>
Avusy	96'530	32'019	<b>-64'511</b>	<b>-66.8%</b>	<b>+110'312</b>	<b>+3.0%</b>
Collex-Bossy	208'866	72'950	<b>-135'916</b>	<b>-65.1%</b>	<b>+107'197</b>	<b>+2.9%</b>
Thônex	2'135'086	1'042'449	<b>-1'092'637</b>	<b>-51.2%</b>	<b>+751'815</b>	<b>+2.5%</b>
Chancy	866'963	672'847	<b>-194'116</b>	<b>-22.4%</b>	<b>+37'277</b>	<b>+1.1%</b>
Aire-la-Ville	72'057	34'448	<b>-37'609</b>	<b>-52.2%</b>	<b>+33'401</b>	<b>+1.1%</b>
Satigny	-958'228	-744'795	<b>+213'433</b>	<b>-22.3%</b>	<b>+133'449</b>	<b>+1.0%</b>

Communes	LRPFI basée sur AF 2020	LRPFI 2020 recalculée IN 187	Impacts LRPFI pour l'année fiscale 2020		Impacts cumulés LRPFI et recettes fiscales année fiscale	
	En francs	En francs	En francs	En %	En francs	En %
Bernex	2'829'789	2'300'649	-529'140	-18.7%	+197'913	+0.8%
Laconnex	41'428	12'596	-28'832	-69.6%	+9'179	+0.6%
Chêne-Bourg	2'947'177	2'475'146	-472'031	-16.0%	+54'940	+0.3%
Onex	9'749'536	9'599'144	-150'392	-1.5%	+12'347	+0.0%
Dardagny	450'603	384'397	-66'206	-14.7%	-284	-0.0%
Versoix	4'292'885	3'813'377	-479'508	-11.2%	-15'750	-0.1%
Puplinge	117'887	75'303	-42'584	-36.1%	-11'645	-0.2%
Grand-Saconnex	-981'835	-948'122	+33'713	-3.4%	-627'003	-2.6%
Vernier	9'872'538	13'768'020	+3'895'482	+39.5%	-3'365'573	-5.3%
Genève	6'177'500	10'937'846	+4'760'346	+77.1%	-48'411'459	-8.1%
Meyrin	-1'633'923	-1'327'040	+306'883	-18.8%	-4'433'174	-8.6%
Carouge	-1'453'798	-724'022	+729'776	-50.2%	-6'307'862	-11.2%
Lancy	-1'893'875	-418'795	+1'475'080	-77.9%	-10'316'688	-13.5%
<b>Total</b>	-18'570'422	-18'570'417	+5	-0.0%	-20'413'530	-1.6%

Note : le pourcentage présenté dans la dernière colonne se rapporte uniquement aux recettes fiscales des personnes physiques et aux effets (positifs ou négatifs) de la péréquation. Les recettes fiscales des communes comprennent aussi les impôts sur les personnes morales et la taxe professionnelle communale qui ne sont pas impactés par l'IN 187. Ainsi, la baisse de 8.1% pour la Ville de Genève ne doit pas être comprise comme une baisse de 8.1% de l'ensemble de ses recettes fiscales.

Aux deux extrêmes du tableau 2, pour l'année fiscale 2020, avec l'IN 187, la commune de Vandœuvres aurait vu sa situation financière globale (recettes fiscales moins les charges liées à la LRPFI) s'améliorer de 34.6% par rapport à la LCP actuellement en vigueur, tandis que la commune de Lancy aurait sa situation financière globale (recettes fiscales plus les revenus liés à la LRPFI) se péjorer de 13.5%.

Ainsi, comme on le voit en comparant les tableaux 1 et 2, la péréquation intercommunale n'atténue que très partiellement les impacts financiers de l'IN 187.

D'autres effets plus marginaux n'ont pas été chiffrés dans le cadre du présent rapport, par exemple celui sur le financement du Fonds intercommunal pour le développement urbain (FIDU)<sup>54</sup> qui passe par une contribution de chaque commune basée sur la valeur du centime additionnel. Or, celle-ci serait nécessairement modifiée avec l'IN 187. Par ailleurs, l'indice de capacité financière de chaque commune, lequel devrait être recalculé, est aussi utilisé par l'Etat ou par les communes en relation avec le financement de quelques prestations.

## 8. Position du Conseil d'Etat sur l'IN 187

La fiscalité intercommunale avait fait l'objet de discussions nourries au sein de la commission thématique 4 « Organisation territoriale et relations extérieures » de l'Assemblée constituante. Le constat avait été fait en 2011 *que le système d'imposition actuel basé sur la part privilégiée et une péréquation à multicritères est devenu au fil des années particulièrement complexe, volatile et totalement illisible et que toute imposition fiscale en Suisse se fait en principe sur le lieu de domicile.*<sup>55</sup> Une courte majorité s'était même dégagée pour adopter un article stipulant que « l'imposition communale se fait au lieu de domicile. ».

Cet article n'avait toutefois pas été retenu dans la version finale du projet de constitution, l'Assemblée constituante estimant finalement que cette disposition n'était pas de rang constitutionnel et probablement aussi qu'il fallait limiter les potentielles oppositions dans la mesure où cet article était contesté. Il est vrai aussi que le Conseil d'Etat avait annoncé vouloir travailler à un projet de réforme visant le même objectif, tout en révisant l'ensemble des mécanismes péréquatifs.

D'autres projets prioritaires concernant directement ou indirectement les finances communales n'ont pas permis au Conseil d'Etat de mener à bien ce projet à ce jour : réforme de la répartition des tâches entre les communes et le canton avec l'adoption d'une loi-cadre (LRT; rs/GE A 2 04) et de trois lois thématiques, réforme de la fiscalité des entreprises (RFFA), diverses modifications de la LRPFI et de la loi sur l'administration des communes (LAC; rs/GE B 6 05), loi sur le fonds intercommunal pour le développement urbain (FIDU), projet de loi pour la promotion de la culture et de la création artistique pour mettre en œuvre l'IN 167 (PL 13229), adoption d'une loi sur

---

<sup>54</sup> Loi sur le Fonds intercommunal pour le développement urbain (FIDU), du 18 mars 2016 (PA 345.00).

<sup>55</sup> [https://silgeneve.ch/legis/program/books/ZCONST/archives/constituante/doc/presse/AC\\_CoT4\\_Annexe-Rapport-1ere-lecture\\_072011.pdf](https://silgeneve.ch/legis/program/books/ZCONST/archives/constituante/doc/presse/AC_CoT4_Annexe-Rapport-1ere-lecture_072011.pdf).

l'aide aux personnes sans abri (LAPSA; rs/GE J 4 11) dont le financement passe par une modification de la LRPFI (PL 13193), etc. De plus, de nombreuses discussions (non encore abouties à ce jour) ont eu lieu sur des transferts de tâches aux communes.

Dans le cadre des séances de travail qui se déroulent à intervalles réguliers depuis le début de la présente législature entre la délégation du Conseil d'Etat aux communes (DELCOM) et le bureau de l'ACG, l'IN 187 et la problématique plus générale de la fiscalité communale ont pu être abordées. Il a été rapidement considéré que cette initiative n'apporte pas de solution aux problèmes de lisibilité et de complexité de la fiscalité communale genevoise, notamment en ne touchant qu'une seule des couches de la péréquation, et qu'elle n'a pour effet que de mettre à mal la solidarité entre les communes. En effet, comme cela est démontré dans le chapitre 7 du présent rapport, l'affirmation du comité d'initiative figurant dans l'exposé des motifs (*le système de péréquation financière entre communes continuera à pérenniser l'équité financière entre les différentes communes*) n'a clairement pas pu être vérifiée par les calculs effectués par l'administration sur les impacts financiers de l'IN 187.

La DELCOM et le bureau de l'ACG souhaitent que les travaux du groupe de travail technique (qui a été mandaté bien avant l'aboutissement de l'IN 187) puissent se poursuivre, dans le but de présenter un projet de réforme de la fiscalité communale qui englobe tous les aspects de la péréquation, tout en maintenant une certaine solidarité entre les communes. Malheureusement, pour des raisons de délai, il est peu probable que ce projet de réforme puisse être présenté en tant que contreprojet à l'IN 187.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat relève, comme cela a été mentionné dans le chapitre 3, au point 3.3, que l'adoption de cette initiative pourrait soulever des problèmes d'interprétation sur la question du lieu de fiscalisation des professions libérales. Le risque de recours et l'insécurité juridique en découlant ne peuvent ainsi être totalement exclus. Il faut en effet savoir que l'essentiel du texte de la LCP relatif à la fiscalité communale date de la réforme de 1923 (dite « loi Gampert », du nom de son auteur) et de la modification de 1974 qui a introduit le calcul de la part privilégiée. Or, les formulations et le vocabulaire utilisé dans la LCP ne sont clairement plus compatibles ni avec la LHID ni avec les usages actuels. Une refonte complète du texte de la LCP, bien plus profonde que la seule modification apportée par l'IN 187, est donc nécessaire. C'est aussi un objectif du groupe de travail mandaté par la DELCOM et le bureau de l'ACG.

Pour le Conseil d'Etat, il aurait certainement été possible d'entrer en matière dans le cadre d'une initiative non formulée, ce d'autant plus qu'il estime qu'une réforme de la fiscalité communale est nécessaire. Cependant, au vu du texte proposé et du délai imposé pour le traitement des initiatives, il ne voit pas d'autre solution, pour les raisons exprimées dans ce rapport, que de s'opposer à l'IN 187.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite, Mesdames et Messieurs les Députés, à refuser l'initiative 187 sans lui opposer de contreprojet.

### AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :  
Michèle RIGHETTI

Le président :  
Mauro POGGIA

#### Annexes :

- 1) *Lettre de la Chancelière d'Etat au comité d'initiative, du 12 octobre 2022*
- 2) *Réponse du comité d'initiative à la Chancelière d'Etat, du 24 octobre 2022*
- 3) *Montants de la péréquation 2023 par commune*
- 4) *Centimes additionnels et part privilégiée par commune*
- 5) *Simulation sur les recettes fiscales des communes 2012-2020*
- 6) *Simulation sur la péréquation 2018-2020*



REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE  
Chancellerie d'Etat  
**La Chancelière d'Etat**

CHA  
Case postale 3964  
1211 Genève 3

**RECOMMANDE**  
Comité d'initiative  
c/o Monsieur Michael ANDERSEN  
Route de Meinier 26 A  
1253 Vandoeuvres

Anticipé par courrier électronique :  
[michaelandersen@bluewin.ch](mailto:michaelandersen@bluewin.ch)

Genève, le 12 octobre 2022

**Concerne : examen de la validité de l'initiative législative cantonale « j'y vis, j'y paie ! » (IN 187)**

Mesdames et Messieurs les membres du comité d'initiative,

Le Conseil d'Etat examine actuellement la validité de l'initiative populaire cantonale « j'y vis, j'y paie ! » (IN 187) que vous avez déposée.

Celle-ci porte sur des modifications de la loi générale sur les contributions publiques, du 9 novembre 1887 (LCP – D 3 05).

Avant de statuer, le Conseil d'Etat m'a chargée de vous informer qu'il souhaiterait connaître la détermination du comité d'initiative sur la validité de cette initiative et en particulier, au regard des principes de clarté et d'exécutabilité, sur la portée de l'IN 187 et la volonté du comité d'initiative concernant le ou les objectifs poursuivis par ladite initiative.

Le système de péréquation financière intercommunale actuel est le fruit d'une longue réflexion menée conjointement par l'Etat et les communes. Le siège de cette matière se trouve dans la loi sur le renforcement de la péréquation financière intercommunale et le développement de l'intercommunalité, du 3 avril 2009 (LRPFI – B 6 08), dans la LCP et très accessoirement dans la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984 (LAC – B 6 05).

Pour le volet portant sur la perception de l'impôt, la péréquation repose sur les deux mécanismes suivants prévus dans la LCP :

- un partage de la compétence de percevoir des centimes additionnels communaux, sur l'impôt cantonal, sur le revenu et la fortune des personnes physiques, entre la commune de domicile de la personne contribuable et la commune de son activité professionnelle dépendante ou celle avec laquelle cette personne a d'autres liens économiques (exploitation d'un commerce, d'une industrie ou d'une entreprise, ou possession d'immeubles) avec une « part privilégiée » attribuée à la commune du domicile ;

- un partage de la compétence de percevoir des centimes additionnels communaux, sur le bénéfice et le capital des personnes morales, entre la commune du siège de la personne morale et celle avec laquelle cette personne a d'autres liens économiques (exploitation d'une succursale, d'une agence ou d'une entreprise, ou possession d'immeubles) avec une répartition d'une part du produit de l'impôt cantonal cette fois, et non pas communal, au profit d'un fonds de péréquation intercommunale (art. 295 LCP).

Par rapport aux deux mécanismes susmentionnés, l'IN 187 ne fait que supprimer le premier, à savoir l'imposition communale des personnes salariées dans la commune de travail et la « part privilégiée ».

Ainsi, contrairement à ce qui est indiqué dans l'exposé des motifs (le « système de péréquation financière entre communes continuera à pérenniser l'équité financière entre les différentes communes »), l'IN 187 pourrait avoir pour conséquence, en réalité, d'affecter l'impact des mécanismes de péréquation financière entre les communes et d'aggraver les écarts de revenus entre communes riches et moins riches. Cela pourrait nécessiter de modifier ces mécanismes pour assurer l'équité financière entre les communes.

Par ailleurs, l'IN 187 attribue la compétence d'imposer les revenus de l'activité exclusivement à la commune du domicile sans spécifier s'il s'agit de l'activité lucrative dépendante et/ou indépendante.

La question se pose de savoir si l'IN 187 vise uniquement le revenu de l'activité lucrative dépendante, le revenu de l'activité lucrative indépendante continuant d'être imposé, comme dans le droit actuellement en vigueur, dans la commune où cette activité est exercée.

Toutefois, à teneur du texte de l'IN 187, l'exercice d'une profession libérale pourrait constituer une exception à ce régime et être imposable dans la commune du domicile. En effet, l'article 293, lettre A, chiffre 1, lettre b, et chiffre 2, lettre b LCP vise un commerce, une industrie ou une entreprise. Cette terminologie pourrait ne pas englober une profession libérale.

Compte tenu des considérations ci-dessus, nous souhaiterions pouvoir connaître la position du comité d'initiative sur le ou les objectifs poursuivis par l'IN 187 en particulier, d'une part, sur la question du maintien du fonds de péréquation intercommunale (art. 295 LCP) et, d'autre part, sur la question de la commune compétente pour imposer le revenu d'une profession libérale.

Le Conseil d'Etat vous serait reconnaissant de bien vouloir lui transmettre votre prise de position, ainsi que toutes les autres observations que vous jugerez utiles, d'ici au **4 novembre 2022**. Votre réponse peut être anticipée par courrier électronique (cha-daj-direction@etat.ge.ch), le courrier postal pouvant parvenir plus tard.

Je vous prie de croire, Mesdames et Messieurs les membres du comité d'initiative, à l'expression de ma parfaite considération.



Michèle Righetti

## ANNEXE 2

Michael Andersen  
Chemin de Marclay 10a  
1253 Vandoeuvres

CHA	AIGLE
V-C	900324-2022
E. <input type="checkbox"/>	AR <input type="checkbox"/>
26 OCT. 2022	
Pour info DSOV	
Pour traitement DAP	
PLCH <input type="checkbox"/>	Note <input type="checkbox"/> En parler <input type="checkbox"/>

Chancellerie d'Etat  
Rue de l'Hôtel-de-Ville 2  
Case postale 3964  
1211 Genève 3

Genève, le 24 octobre 2022

### Concerne : IN 187

Madame la Chancelière,

Référence est faite à votre courrier du 12 octobre 2022, dont le contenu n'a pas manqué de retenir notre meilleure attention.

### Préambule

La loi genevoise sur les contributions publiques (LCP) date de 1887 et sa conformité avec la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) entrée en vigueur en 2001 qui concrétise un système de taxation au lieu de domicile est questionnable. Selon les principes du droit fiscal fédéral, l'assujettissement illimité ne peut se fonder que sur un lien étroit entre le contribuable et la collectivité concernée (art. 3 al. 1 LIFD, art. 3 al. 1 LHID).

D'aucuns ont soutenu que les art. 293, let. A, ch. 1, let. c et 293, let. A, ch. 2, let. c LCP consacraient une solution contraire à des droits constitutionnels, en accordant un privilège aux contribuables exerçant une activité lucrative dépendante dans une commune dont les centimes additionnels sont inférieurs à ceux de la commune de domicile et à les discriminer dans le cas inverse.

Bien qu'admissible au regard du droit constitutionnel fédéral, la législation genevoise en matière d'imposition intercommunale s'écarte des règles de jurisprudence en matière d'interdiction de la double imposition intercantonale. La motivation des initiants s'inscrit dans une volonté de respecter et de transposer en droit genevois des principes du droit fiscal fédéral.

### Clarté

A teneur de la lettre de l'initiative, seul est supprimé le mécanisme de péréquation consistant en un partage de la compétence de percevoir des centimes additionnels communaux, sur l'impôt cantonal, sur le revenu et la fortune des personnes physiques, entre la commune de domicile de la personne contribuable et la commune de son activité professionnelle dépendante ou celle avec laquelle cette personne a d'autres liens économiques (suppression de l'art. 295 A). Par ailleurs, l'art. 295 LCP étant maintenu, le fonds de péréquation prévu dans cette base légale est par conséquent maintenu.

S'agissant de la formulation employée dans l'exposé des motifs, les initiants ont voulu mettre en exergue les différents systèmes de péréquation. Nous pouvons notamment évoquer la loi sur le renforcement de la péréquation financière intercommunale et le développement de l'intercommunalité (LRPFI) (B 6 08), librement consultable par tous les citoyens, dont un des buts est de renforcer les ressources des communes à faible capacité financière, ceci en prévoyant que « les communes à fort potentiel de ressources, apprécié en regard de la moyenne des communes, versent

aux communes à faible potentiel de ressources une allocation dont le montant total équivaut à 2% de la somme des potentiels de ressources de chacune des communes » (art. 5, al. 1). Les initiants ne se prononcent pas sur l'éventuelle nécessité d'adapter les mécanismes existants.

La part privilégiée ne concerne que les personnes physiques. S'agissant de la question spécifique de de la profession libérale nous pouvons relever le caractère peut-être ultérieur de cette notion par rapport à la LCP. La volonté des initiants était d'imposer exclusivement par la commune de domicile l'ensemble des revenus des professions, fonctions ou emplois des contribuables, ce qui de leur avis inclut les professions libérales.

### Exécutabilité

Les initiants sont conscients que leur initiative déploiera des effets sensibles sur les recettes des communes, parfois à la baisse, parfois à la hausse. Néanmoins, tant que conformes au droit supérieur, les diminutions d'impôts restent possibles malgré leurs conséquences budgétaires. Rappelons encore que tant l'art. 295 LCP que la LRPFI sont maintenus.

### Conclusion

Au vu de ce qui précède, l'initiative 187 remplit manifestement les conditions de validité évoquées dans votre courrier.

Veillez croire, Madame la Chancelière, en l'assurance de notre parfaite considération.



Michael Andersen

## Budget 2023 - Effets financiers liés à la loi sur le renforcement de la péréquation financière intercommunale et le développement de l'intercommunalité (B 6.08)

Communes	Exercice 2023		PEREQUATION DES RESSOURCES		FONDS INTERCOMMUNAL		CRECHES					
	Tota net à recevoir (monnaie positif) ou à verser (monnaie négatif)		Effet de la péréquation des ressources 2%	Contribution de ville-centre en faveur de la Ville de Genève	Gain / Perte (péréquation de ressources)	Prise en charge des intérêts des dettes des communes à faible indice	Alimentation du FI par un équivalent de centime des communes	Gain/Perte (FI)	Financement des places de crèches communes	Financement des places de crèches communes	Financement des places de crèches communes	Gain/Perte (Crèches)
AIRE-LA-VILLE	219970		-35701	272450		48534	-31641	16892	20000	-89372	-89372	
ANERES	-3763165		-344825	-2914342		-2589517	-305813	-305813	320000	-863210	-543210	
AVULLY	547133		-48671	689003		747675	-43137	-40030	10000	-121840	-111840	
AVUSY	145373		-48748	141761		190509	-43204	124244	-	-122032	-122032	
BARDONNEX	390104		78180	557044		635624	7561	-69290	90000	425917	-105711	
BELLEVUE	-331738		-170152	-170047		105	-150803	-150803	415000	-425947	-10947	
BERNEX	2477616		-321863	2506939		2828802	-285262	-3595	780000	-805728	-25728	
CAROUGE	-2058943		-412182	-1650939		3685	-1097890	-1097890	3790000	-3101014	688986	
CARTIGNY	-1733793		-48633	-44947		3685	-43102	-31288	24000	-121743	-97743	
CELIIGNY	-2111083		-47980	-48458		-478	-42524	-42524	-	-120110	-120110	
CHANCY	5760333		473915	646554		91883	-42466	49427	-	-119947	-119947	
CHEINE-BOUGERIES	-1905440		-716544	-716634		-90	-635061	-635061	1240000	-1793745	-53745	
CHEINE-BOURG	2951222		-250632	2803983		3064614	-222131	-215348	990000	-627413	362587	
CHOLEUX	-2501697		-73917	-80149		6783	-65511	-65511	80000	-185037	-105037	
COLLEX-BOSSY	148736		336694	57968		336694	-51376	-51376	66500	-145114	-78614	
COLLONGE-BELLERIVE	-2191734		-636102	-1275255		-	-566471	-566471	1250000	-1600009	-350000	
COLOGNY	-31645034		-1401326	-27764182		-26382856	-1241973	-1241973	869100	-3507979	-2638879	
CONFIGNON	165655		-180447	90933		271380	-15928	-19558	546000	-451719	94281	
CORSIER	-333541		-6414	-144724		-	-122582	-122582	280000	-346235	-66235	
DARDAGNY	324101		354497	28046		67401	-50031	17369	150000	-141315	6865	
GENEVE	8831768		15060415	14092824		-	-9652194	-9652194	31654000	-27262833	4391167	
GENTHOD	-24787605		-303888	-1673720		-	-269154	-269154	224500	-780231	-535731	
GRAND-SACONNEX	-800312		-495919	-309339		-	-439525	-439525	1190000	-1241948	-51448	
GY	-64778		25248	-25216		11019	-22377	-11358	35000	-63204	-28204	
HERMANCHE	-183924		-2391	-68993		-	-60881	-60881	120000	-171960	-51960	
JUSSY	341702		67836	36366		-	78514	78514	115000	-221764	-106764	
LACONNEX	2747428		120336	96796		10491	-20881	-10390	378000	-3814976	-387978	
LANC	-2653962		75842	-1523962		29715	-1350063	-1350063	220000	-3814976	-347878	
MEIENR	-103149		45844	-60374		-	-60097	-50362	3070000	-226236	-6236	
MEYRIN	-2058260		51814	-1293154		-	-1146102	-1146102	120000	-3237190	-167190	
ONEX	10028450		9889662	498363		1074421	-442082	632340	1270000	-1248969	21331	
PERLY-CERTOUX	2282689		404330	287926		21014	-94305	-73291	270000	-286366	3634	
PLAN-LES-OUATES	-9323305		-6497256	-765376		-	-1024828	-1024828	2250000	-2894950	-644950	
PREGNY-CHAMBEY	-812337		-6060	-223318		-	-197923	-197923	174000	-569037	-385037	
PRESIGNÉ	-2026335		-60499	-115988		-	-49090	-49090	100000	-138957	-38957	
PUILLINGE	1588649		301249	917116		-	81287	-81287	260000	-229596	30404	
RUSSIN	-247522		-92678	-46666		-	-41359	-41359	50000	-116189	-66819	
SATIGNY	-1148500		-572000	-313581		-	-27922	-27922	800000	-784997	15000	
SORAL	181673		307561	-29824		5030	-26433	-21403	-	-74960	-74960	
THONEX	1989401		2635100	-489046		51025	-433434	-382409	1360000	-122444	135756	
TRIGNEV	-363276		38675	-115804		6386	-102635	-96250	100000	-228986	-128986	
VANDOEUVRES	-1931825		-733326	-275514		-	-244184	-244184	10900	-689702	-678802	
VERNIER	13848879		12890629	-644923		1106096	-837470	288626	4000000	-2365453	1634547	
VEYRIER	3449240		3065249	383991		181125	-340325	-159200	1640000	-961256	678744	
VEYRIER	-45796		666245	-489755		-	-	-	1350000	-1175950	174050	
Fonds intercommunal	-		-	-		3322899	-2300000	1976710	64964000	-64964000	-	
TOTAL	-		-	-		-	-	-	-	-	-	

## ANNEXE 4



REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE

Département des finances

Administration fiscale cantonale

**CENTIMES ADDITIONNELS COMMUNAUX (CA) ET PART PRIVILEGIEE (PP)**

N° COMMUNE	2017		2018		2019		2020		2021		2022	
	PP	CA	PP	CA	PP	CA	PP	CA	PP	CA	PP	CA
01-Aire-la-ville	80%	50	80%	50	80%	50	80%	50	80%	50	80%	50
02-Anières	20%	33	20%	33	20%	32	20%	31	20%	31	20%	31
03-Avully	80%	51	80%	51	80%	51	80%	51	80%	51	80%	51
04-Avusy	80%	50	80%	50	80%	50	80%	50	80%	50	80%	50
05-Bardonnex	78%	43	80%	43	80%	43	75%	43	72%	43	71%	43
06-Bellevue	35%	41	38%	41	39%	41	52%	41	47%	41	43%	41
07-Bernex	80%	48	80%	48	80%	48	80%	48	80%	48	80%	48
08-Carouge	27%	39	27%	39	27%	40	28%	40	28%	40	28%	40
09-Cartigny	75%	43	70%	43	65%	43	65%	43	74%	43	75%	43
10-Céligny	27%	33	27%	33	26%	33	26%	33	27%	33	22%	33
11-Chancy	80%	51	80%	51	80%	51	80%	51	80%	51	80%	51
12-Chêne-Bougeries	26%	34	26%	34	21%	34	20%	34	20%	34	20%	34
13-Chêne-Bourg	78%	46	76%	46	75%	46	74%	46	76%	46	77%	46
14-Choulex	48%	44	55%	44	50%	44	47%	42	42%	42	37%	42
15-Collex-Bossy	80%	46	80%	46	80%	46	80%	46	80%	46	80%	46
16-Collonge-Bellerive	20%	30	20%	29	20%	29	20%	29	20%	29	20%	29
17-Cologny	20%	31	20%	29	20%	29	20%	29	20%	27	20%	27
18-Confignon	80%	47	80%	47	80%	47	80%	47	80%	47	78%	47
19-Corsier	28%	35	28%	35	28%	35	29%	35	29%	35	27%	35
20-Dardagny	80%	48	80%	48	80%	48	78%	48	77%	48	79%	48
21-Genève	28%	45,5	28%	45,5	28%	45,49	28%	45,49	28%	45,49	28%	45,49
22-Genthod	20%	25	20%	25	20%	25	20%	25	20%	25	20%	25
23-Grand-Saconnex	46%	44	41%	44	38%	44	40%	44	46%	44	43%	44
24-Gy	75%	46	80%	46	80%	46	79%	46	74%	46	69%	46
25-Hermance	61%	42	57%	42	52%	42	53%	42	52%	42	49%	42
26-Jussy	64%	42	59%	42	56%	42	52%	42	47%	42	42%	42
27-Laconnex	69%	44	75%	44	80%	44	80%	44	79%	44	74%	44
28-Lancy	58%	47	60%	47	55%	47	50%	47	47%	47	50%	47
29-Meinier	71%	42	66%	42	61%	42	57%	42	70%	42	73%	42
30-Meyrin	41%	44	39%	44	37%	44	38%	44	41%	44	42%	44
31-Onex	80%	50,5	80%	50,5	80%	50,5	80%	50,5	80%	50,5	80%	50,5
32-Perly-Certoux	57%	43	59%	43	56%	43	63%	43	65%	43	61%	43
33-Plan-les-Ouates	20%	36	20%	36	20%	36	20%	36	20%	36	20%	36
34-Pregny-Chambésy	28%	32	29%	32	28%	32	25%	32	20%	32	20%	32
35-Prelinge	37%	41	32%	41	28%	41	28%	40	37%	40	37%	40
36-Puplinge	77%	46	73%	46	71%	48	70%	48	75%	48	77%	48
37-Russin	53%	40	48%	40	62%	40	57%	40	52%	40	47%	39
38-Satigny	28%	39	27%	39	27%	39	27%	39	27%	39	28%	39
39-Soral	80%	46	75%	46	76%	46	71%	46	67%	44	71%	44
40-Thônex	62%	44	60%	44	59%	44	63%	44	66%	44	70%	44
41-Troinex	58%	40	53%	40	50%	40	53%	40	54%	40	51%	40
42-Vandoeuvres	20%	31	20%	31	20%	31	20%	29	20%	29	20%	29
43-Vernier	78%	50	79%	50	78%	50	80%	50	80%	50	80%	50
44-Versoix	78%	45,5	75%	45,5	72%	45,5	71%	45,5	72%	45,5	75%	45,5
45-Veyrier	49%	38	47%	38	42%	38	41%	38	44%	38	45%	38

28.03.2022/DirPP

## Impact de la suppression de la part privilégiée et de l'imposition de l'activité lucrative sur la commune de domicile, par année fiscale

## Impôt communal sur le revenu et la fortune (IBO et IS), en millions de francs

Communes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Moyenne	Moyenne	Moyenne	Médiane
	2012-2020	2012-2015	2016-2020	2012-2020	2012-2020	2012-2020	2012-2020	2012-2020	2012-2020	2012-2020	2012-2015	2016-2020	2012-2020
1 Aire-la-Ville	+0.237	+0.232	+0.163	+0.176	+0.113	+0.139	+0.237	+0.097	+0.071	+0.163	+0.202	+0.131	+0.163
2 Anières	+4.174	+3.569	+3.546	+3.059	+3.928	+3.415	+3.650	+3.658	+3.714	+3.635	+3.587	+3.673	+3.650
3 Avully	+0.430	+0.457	+0.407	+0.362	+0.385	+0.418	+0.399	+0.345	+0.393	+0.400	+0.414	+0.388	+0.399
4 Avusy	+0.317	+0.248	+0.277	+0.367	+0.307	+0.312	+0.304	+0.277	+0.175	+0.287	+0.302	+0.275	+0.304
5 Bardonnex	+0.521	+0.485	+0.425	+0.350	+0.361	+0.313	+0.269	+0.240	+0.329	+0.366	+0.445	+0.302	+0.350
6 Bellevue	-3.715	-1.820	-3.413	-0.956	-0.421	-0.196	+0.422	+0.928	+0.643	-0.948	-2.476	+0.275	-0.421
7 Bernex	+0.825	+0.936	+0.720	+0.931	+0.757	+0.934	+0.828	+0.907	+0.727	+0.841	+0.853	+0.831	+0.828
8 Carouge	-11.850	-9.638	-9.631	-9.289	-4.127	-4.452	-5.966	-6.557	-7.038	-7.616	-10.102	-5.628	-7.038
9 Cartigny	+0.371	+0.263	+0.200	-0.008	+0.005	+0.080	+0.172	+0.206	+0.243	+0.170	+0.207	+0.141	+0.200
10 Céligny	+0.478	+0.379	+0.625	+0.386	+0.375	+0.371	+0.477	+0.503	+0.491	+0.454	+0.467	+0.444	+0.477
11 Chancy	+0.202	+0.214	+0.196	+0.213	+0.207	+0.226	+0.236	+0.245	+0.231	+0.219	+0.206	+0.229	+0.214
12 Chêne-Bougeries	+10.134	+9.766	+9.060	+8.213	+8.319	+9.475	+9.216	+11.416	+12.572	+9.797	+9.293	+10.200	+9.475
13 Chêne-Bourg	+0.541	+0.686	+0.667	+0.458	+0.382	+0.217	+0.515	+0.454	+0.527	+0.494	+0.588	+0.419	+0.515
14 Choulex	+0.601	+0.552	+0.501	+0.410	+0.641	+0.692	+0.692	+0.833	+0.824	+0.638	+0.516	+0.736	+0.641
15 Collex-Bossy	+0.300	+0.277	+0.315	+0.321	+0.305	+0.331	+0.333	+0.259	+0.243	+0.298	+0.303	+0.294	+0.305
16 Collonge-Bellerive	+9.427	+7.471	+5.649	+6.906	+5.936	+6.648	+6.031	+6.048	+8.022	+6.904	+7.363	+6.537	+6.648
17 Cologny	+9.512	+7.056	+6.329	+5.705	+5.523	+5.663	+3.689	+4.209	+3.629	+5.702	+7.151	+4.543	+5.663
18 Confignon	+0.627	+0.539	+0.625	+0.294	+0.271	+0.464	+0.592	+0.479	+0.797	+0.521	+0.521	+0.521	+0.539
19 Corsier	-2.274	-2.017	-2.430	+1.911	+1.826	+1.851	+1.809	+1.841	+1.932	+1.988	+2.158	+1.852	+1.911
20 Dardagny	+0.320	+0.177	+0.106	+0.136	+0.098	+0.126	+0.068	+0.049	+0.066	+0.127	+0.185	+0.081	+0.106
21 Genève	-55.761	-50.476	-43.932	-41.198	-44.566	-47.017	-47.904	-52.904	-53.172	-48.548	-47.842	-49.113	-47.904
22 Genthod	+2.391	+1.817	+1.546	+1.542	+1.793	+1.754	+1.932	+1.905	+1.733	+1.824	+1.824	+1.823	+1.793
23 Grand-Saconnex	-1.757	-1.192	-1.049	-1.514	-1.737	-2.244	-1.373	-1.121	-0.661	-1.405	-1.378	-1.427	-1.373
24 Gy	+0.280	+0.277	+0.356	+0.379	+0.253	+0.164	+0.123	+0.123	+0.070	+0.225	+0.323	+0.147	+0.253
25 Hermance	+0.838	+1.228	+1.025	+0.925	+0.574	+0.580	+0.687	+0.789	+0.747	+0.822	+1.004	+0.675	+0.789
26 Jussy	+1.278	+1.045	+0.888	+0.957	+0.621	+0.865	+1.198	+1.234	+1.479	+1.063	+1.042	+1.080	+1.045
27 Laconnex	+0.383	+0.106	+0.340	+0.312	+0.147	+0.076	+0.029	+0.171	+0.038	+0.178	+0.285	+0.092	+0.147
28 Lancy	-11.649	-12.336	-12.119	-11.333	-11.722	-11.557	-10.313	-10.716	-11.792	-11.504	-11.859	-11.220	-11.649
29 Meinier	+0.741	+0.724	+0.490	+0.583	+0.356	+0.454	+0.444	+0.589	+0.600	+0.554	+0.635	+0.489	+0.583
30 Meyrin	-4.146	-3.644	-4.424	-5.042	-6.173	-5.676	-4.911	-5.007	-4.740	-4.863	-4.314	-5.301	-4.911
31 Onex	+1.273	+1.166	+0.837	+0.604	+0.430	+0.462	+0.402	+0.209	+0.163	+0.616	+0.970	+0.333	+0.462
32 Perly-Certoux	+0.790	+0.787	+0.821	+0.778	+0.866	+0.664	+0.600	+0.735	+0.546	+0.732	+0.794	+0.682	+0.778
33 Plan-les-Ouates	+0.227	+0.414	+1.808	+1.395	+1.963	+2.334	+1.733	+0.902	+1.651	+1.381	+0.961	+1.717	+1.651
34 Pregny-Chambésy	+2.356	+2.697	+2.462	+1.695	+1.569	+1.903	+2.128	+2.378	+2.495	+2.187	+2.302	+2.095	+2.356
35 Présinge	+0.259	+0.177	+0.215	+0.287	+0.279	+0.325	+0.324	+0.324	+0.216	+0.267	+0.235	+0.294	+0.279
36 Puplinge	+0.098	-0.002	-0.037	-0.121	-0.181	-0.120	+0.017	+0.023	+0.031	-0.032	-0.015	-0.046	-0.002
37 Russin	+0.248	+0.064	+0.350	+0.538	+0.539	+1.045	+0.897	+0.500	+0.182	+0.485	+0.300	+0.632	+0.500
38 Satigny	+0.157	+0.329	+0.349	+0.535	+0.270	+0.225	+0.102	-0.062	-0.080	+0.203	+0.342	+0.091	+0.225
39 Soral	+0.124	+0.154	+0.143	+0.155	+0.144	+0.192	+0.345	+0.226	+0.269	+0.195	+0.144	+0.235	+0.155
40 Thônex	+3.034	+3.338	+3.554	+3.205	+2.387	+1.952	+2.153	+2.122	+1.844	+2.621	+3.283	+2.092	+2.387
41 Troinex	+2.941	+2.072	+1.341	+1.031	+1.624	+1.694	+2.086	+2.441	+2.199	+1.936	+1.846	+2.009	+2.072
42 Vandoeuvres	+4.691	+4.784	+4.350	+4.312	+4.817	+4.575	+4.853	+5.492	+4.706	+4.731	+4.534	+4.889	+4.706
43 Vernier	-7.831	-7.147	-6.660	-6.308	-5.973	-6.092	-6.320	-6.196	-7.261	-6.643	-6.996	-6.368	-6.320
44 Versoix	+0.936	+0.865	+1.003	+0.696	+0.848	+0.551	+0.744	+1.115	+0.464	+0.802	+0.875	+0.744	+0.848
45 Veyrier	+11.115	+10.356	+10.158	+9.531	+8.600	+8.090	+8.299	+9.053	+9.265	+9.385	+10.290	+8.661	+9.265
<b>Total</b>	<b>-21.256</b>	<b>-18.530</b>	<b>-16.991</b>	<b>-16.110</b>	<b>-17.078</b>	<b>-17.774</b>	<b>-17.753</b>	<b>-19.236</b>	<b>-20.414</b>	<b>-18.349</b>	<b>-18.222</b>	<b>-18.451</b>	<b>-17.774</b>

## Impact de la suppression de la part privilégiée et de l'imposition de l'activité lucrative sur la commune de domicile, par année fiscale

## Impôt communal sur le revenu et la fortune (IBO et IS), en %

Communes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Moyenne	Moyenne	Moyenne	Médiane
	2012-2020	2012-2015	2016-2020	2012-2020	2012-2020	2012-2020	2012-2020	2012-2020	2012-2020	2012-2020	2012-2015	2016-2020	2012-2020
1 Aire-la-Ville	+11.2%	+10.0%	+6.3%	+6.9%	+4.2%	+4.9%	+8.4%	+3.2%	+2.5%	+6.1%	+8.5%	+4.6%	+6.3%
2 Anières	+34.0%	+25.3%	+2.9%	+7.1%	+12.2%	+13.7%	+18.8%	+19.0%	+21.7%	+10.7%	+7.5%	+16.3%	+18.8%
3 Avully	+17.4%	+17.6%	+16.1%	+14.7%	+15.3%	+15.1%	+14.6%	+13.5%	+14.4%	+15.4%	+16.5%	+14.6%	+15.1%
4 Avusy	+10.3%	+7.2%	+8.2%	+10.7%	+9.0%	+8.7%	+8.2%	+7.6%	+4.9%	+8.3%	+9.1%	+7.7%	+8.2%
5 Bardonnex	+13.1%	+11.0%	+10.2%	+8.1%	+8.2%	+6.9%	+5.7%	+4.6%	+6.7%	+8.1%	+10.5%	+6.4%	+8.1%
6 Bellevue	-33.8%	-20.2%	-34.4%	-13.0%	-6.1%	-2.9%	+6.8%	+13.1%	+8.6%	-11.9%	-26.6%	+4.0%	-6.1%
7 Bernex	+4.3%	+4.8%	+3.5%	+4.7%	+3.6%	+4.5%	+3.8%	+4.1%	+3.4%	+4.1%	+4.3%	+3.9%	+4.1%
8 Carouge	-21.6%	-18.3%	-17.9%	-17.3%	-8.3%	-8.6%	-11.0%	-11.3%	-12.2%	-14.1%	-18.8%	-10.4%	-12.2%
9 Carigny	+20.1%	+11.5%	+8.3%	-0.3%	+0.2%	+3.5%	+7.5%	+8.6%	+10.2%	+7.5%	+9.4%	+6.1%	+8.3%
10 Céligny	+23.1%	+17.2%	+26.0%	+15.8%	+15.4%	+14.1%	+19.2%	+17.7%	+21.4%	+18.7%	+20.5%	+17.4%	+17.7%
11 Chancy	+11.4%	+10.8%	+9.6%	+10.2%	+10.1%	+10.4%	+10.4%	+11.0%	+9.7%	+10.4%	+10.5%	+10.3%	+10.4%
12 Chêne-Bougeries	+39.2%	+37.2%	+32.3%	+26.1%	+26.8%	+28.5%	+25.4%	+29.4%	+35.9%	+30.8%	+33.3%	+29.2%	+29.4%
13 Chêne-Bourg	+4.3%	+5.4%	+5.2%	+3.5%	+2.9%	+1.5%	+3.7%	+3.2%	+3.7%	+3.7%	+4.6%	+3.0%	+3.7%
14 Choulex	+15.1%	+14.0%	+12.8%	+9.7%	+14.2%	+15.1%	+11.2%	+15.2%	+18.0%	+13.9%	+12.8%	+14.5%	+14.2%
15 Collex-Bossy	+9.8%	+8.8%	+9.2%	+9.4%	+8.4%	+8.2%	+9.1%	+6.8%	+6.9%	+8.5%	+9.3%	+7.9%	+8.8%
16 Collonge-Bellerive	+42.6%	+35.9%	+23.1%	+29.0%	+22.5%	+25.4%	+22.3%	+20.8%	+25.5%	+26.9%	+32.3%	+23.3%	+25.4%
17 Cologny	+33.3%	+25.3%	+20.7%	+18.5%	+15.9%	+17.0%	+11.2%	+7.0%	+6.3%	+15.3%	+24.3%	+10.4%	+17.0%
18 Confignon	+6.8%	+5.8%	+6.4%	+2.9%	+2.8%	+4.4%	+5.3%	+4.2%	+7.0%	+5.1%	+5.4%	+4.8%	+5.3%
19 Corsier	+43.9%	+34.3%	+40.5%	+34.2%	+31.9%	+29.8%	+25.8%	+26.3%	+24.4%	+31.7%	+38.1%	+27.4%	+31.9%
20 Dardagny	+11.3%	+6.4%	+3.7%	+4.6%	+3.2%	+3.6%	+2.0%	+1.5%	+2.0%	+4.1%	+6.5%	+2.5%	+3.6%
21 Genève	-10.0%	-9.0%	-7.7%	-7.3%	-7.9%	-8.0%	-8.1%	-8.8%	-9.0%	-8.4%	-8.5%	-8.4%	-8.1%
22 Genthod	+32.2%	+21.7%	+17.4%	+17.4%	+11.4%	+18.2%	+19.1%	+17.2%	+16.6%	+18.1%	+21.8%	+16.0%	+17.4%
23 Grand-Saconnex	-7.3%	-5.0%	-3.8%	-5.8%	-6.9%	-8.5%	-5.2%	-4.0%	-2.6%	-5.4%	-5.4%	-5.4%	-5.2%
24 Gy	+16.9%	+15.8%	+23.2%	+27.5%	+17.0%	+12.6%	+9.0%	+8.7%	+4.7%	+15.1%	+20.4%	+10.4%	+15.8%
25 Hermance	+30.4%	+39.7%	+34.5%	+29.6%	+17.6%	+17.6%	+19.8%	+22.5%	+20.9%	+25.4%	+33.6%	+19.7%	+22.5%
26 Jussy	+25.0%	+21.0%	+22.5%	+25.1%	+17.4%	+17.5%	+23.2%	+24.1%	+29.2%	+22.9%	+23.4%	+22.6%	+23.2%
27 Laconnex	+16.2%	+7.2%	+20.0%	+19.7%	+11.9%	+5.2%	+2.1%	+8.3%	+2.6%	+10.9%	+16.0%	+6.1%	+8.3%
28 Lancy	-18.4%	-18.6%	-18.0%	-17.0%	-16.9%	-16.4%	-14.6%	-14.0%	-15.1%	-16.5%	-18.0%	-15.4%	-16.9%
29 Meinier	+15.3%	+13.0%	+8.4%	+10.0%	+5.6%	+7.7%	+8.9%	+11.1%	+11.7%	+10.0%	+11.5%	+8.8%	+10.0%
30 Meyrin	-9.6%	-8.4%	-9.5%	-10.5%	-12.2%	-10.7%	-9.3%	-9.3%	-9.0%	-9.8%	-9.5%	-10.1%	-9.5%
31 Onex	+5.5%	+5.1%	+3.4%	+2.5%	+1.7%	+1.7%	+1.5%	+0.8%	+0.6%	+2.4%	+4.1%	+1.3%	+1.7%
32 Perly-Certoux	+14.0%	+13.6%	+12.6%	+13.0%	+15.3%	+11.1%	+9.5%	+11.7%	+8.8%	+12.1%	+13.3%	+11.2%	+12.6%
33 Plan-les-Ouates	+0.8%	+1.4%	+5.8%	+4.6%	+6.6%	+7.3%	+5.2%	+2.6%	+4.8%	+4.4%	+3.2%	+5.2%	+4.8%
34 Pregny-Chambésy	+27.0%	+29.7%	+27.7%	+16.8%	+15.4%	+17.4%	+19.4%	+22.0%	+24.5%	+21.9%	+25.1%	+19.7%	+22.0%
35 Presinge	+15.1%	+9.2%	+9.8%	+12.2%	+12.1%	+14.5%	+13.5%	+12.4%	+10.3%	+12.1%	+11.4%	+12.6%	+12.2%
36 Puplinge	+2.3%	-0.0%	-0.7%	-2.3%	-3.2%	-2.0%	+0.3%	+0.4%	+0.5%	-0.6%	-0.3%	-0.8%	-0.0%
37 Russin	+6.3%	+1.9%	+17.0%	+25.7%	+29.4%	+44.2%	+42.9%	+12.8%	+5.3%	+17.4%	+10.5%	+23.2%	+17.0%
38 Satigny	+1.4%	+2.7%	+2.6%	+4.3%	+2.0%	+1.6%	+0.7%	-0.4%	-0.5%	+1.5%	+2.8%	+0.6%	+1.6%
39 Soral	+9.9%	+10.7%	+10.0%	+9.5%	+8.7%	+7.9%	+19.2%	+10.4%	+13.3%	+11.0%	+10.0%	+11.7%	+10.0%
40 Thônex	+11.7%	+12.7%	+13.3%	+11.9%	+8.8%	+7.3%	+8.0%	+7.5%	+6.5%	+9.7%	+12.4%	+7.6%	+8.8%
41 Troinex	+67.1%	+37.1%	+22.7%	+17.9%	+25.3%	+27.5%	+33.5%	+35.3%	+32.5%	+32.2%	+34.2%	+30.9%	+32.5%
42 Vandoeuvres	+48.2%	+43.0%	+39.2%	+40.2%	+45.2%	+39.5%	+42.1%	+45.2%	+42.7%	+42.7%	+42.5%	+42.9%	+42.7%
43 Vernier	-15.6%	-14.1%	-12.8%	-12.5%	-11.6%	-11.8%	-12.2%	-11.6%	-13.5%	-12.8%	-13.7%	-12.1%	-12.5%
44 Versoix	+4.2%	+3.8%	+4.1%	+3.0%	+3.5%	+2.1%	+2.9%	+4.4%	+2.0%	+3.3%	+3.8%	+3.0%	+3.5%
45 Veyrier	+54.3%	+50.1%	+45.8%	+40.4%	+36.0%	+32.4%	+33.3%	+35.7%	+36.3%	+39.9%	+47.4%	+34.7%	+36.3%
<b>Total</b>	<b>-1.8%</b>	<b>-1.6%</b>	<b>-1.3%</b>	<b>-1.3%</b>	<b>-1.4%</b>	<b>-1.4%</b>	<b>-1.4%</b>	<b>-1.2%</b>	<b>-1.4%</b>	<b>-1.6%</b>	<b>-1.6%</b>	<b>-1.5%</b>	<b>-1.4%</b>

## Impacts financiers de l'IN 187 sur les recettes fiscales et sur la péréquation intercommunale, pour les années fiscales 2018, 2019 et 2020

Communes	LRFPI basé sur AF 2018				LRFPI basé sur AF 2018 IN17				Impacts LRFPI pour l'année fiscale 2018				Impacts cumulés LRFPI et recettes Scalas Année fiscale 2018				LRFPI basé sur AF 2019				LRFPI basé sur AF 2019 IN17				Impacts LRFPI pour l'année fiscale 2019				Impacts cumulés LRFPI et recettes Scalas Année fiscale 2019				LRFPI basé sur AF 2020				LRFPI basé sur AF 2020 IN17				Impacts LRFPI pour l'année fiscale 2020				Impacts cumulés LRFPI et recettes Scalas Année fiscale 2020			
	En Francs	En Francs	En Francs	En %	En Francs	En Francs	En Francs	En %	En Francs	En Francs	En Francs	En %	En Francs	En Francs	En Francs	En %	En Francs	En Francs	En Francs	En %	En Francs	En Francs	En Francs	En %	En Francs	En Francs	En Francs	En %	En Francs	En Francs	En Francs	En %	En Francs	En Francs	En Francs	En %	En Francs	En Francs	En Francs	En %								
1 Airo-la-Ville	169706	78415	<b>-91291</b>	<b>-53.8%</b>	<b>-148222</b>	<b>-44.8%</b>	16224	-8422	<b>2446</b>	<b>-161.9%</b>	<b>-72488</b>	<b>-24.4%</b>	72057	34448	<b>-37609</b>	<b>-52.2%</b>	<b>-133481</b>	<b>-15.1%</b>	16224	-8422	<b>2446</b>	<b>-161.9%</b>	<b>-72488</b>	<b>-24.4%</b>	72057	34448	<b>-37609</b>	<b>-52.2%</b>	<b>-133481</b>	<b>-15.1%</b>	16224	-8422	<b>2446</b>	<b>-161.9%</b>	<b>-72488</b>	<b>-24.4%</b>	72057	34448	<b>-37609</b>	<b>-52.2%</b>	<b>-133481</b>	<b>-15.1%</b>						
2 Anières	-7042232	-8777887	<b>-1736936</b>	<b>+24.6%</b>	<b>-1914248</b>	<b>+18.5%</b>	-4983724	-6172427	<b>-1188763</b>	<b>+23.9%</b>	<b>-2469484</b>	<b>+17.3%</b>	-4322281	-5830457	<b>-1308176</b>	<b>+28.9%</b>	<b>-2469344</b>	<b>+19.2%</b>	-4983724	-6172427	<b>-1188763</b>	<b>+23.9%</b>	<b>-2469484</b>	<b>+17.3%</b>	-4322281	-5830457	<b>-1308176</b>	<b>+28.9%</b>	<b>-2469344</b>	<b>+19.2%</b>	-4983724	-6172427	<b>-1188763</b>	<b>+23.9%</b>	<b>-2469484</b>	<b>+17.3%</b>	-4322281	-5830457	<b>-1308176</b>	<b>+28.9%</b>	<b>-2469344</b>	<b>+19.2%</b>						
3 Avully	469339	219989	<b>-349350</b>	<b>-52.9%</b>	<b>-192480</b>	<b>-44.8%</b>	433028	220402	<b>-212626</b>	<b>-49.6%</b>	<b>-128276</b>	<b>-44.3%</b>	487794	220914	<b>-266880</b>	<b>-54.7%</b>	<b>-1284078</b>	<b>-33.9%</b>	433028	220402	<b>-212626</b>	<b>-49.6%</b>	<b>-128276</b>	<b>-44.3%</b>	487794	220914	<b>-266880</b>	<b>-54.7%</b>	<b>-1284078</b>	<b>-33.9%</b>	433028	220402	<b>-212626</b>	<b>-49.6%</b>	<b>-128276</b>	<b>-44.3%</b>	487794	220914	<b>-266880</b>	<b>-54.7%</b>	<b>-1284078</b>	<b>-33.9%</b>						
4 Avusy	163194	862720	<b>-69324</b>	<b>-8.7%</b>	<b>-1521987</b>	<b>-85.5%</b>	162023	74362	<b>-65941</b>	<b>-83.6%</b>	<b>-190348</b>	<b>-44.0%</b>	96330	32019	<b>-64311</b>	<b>-68.6%</b>	<b>-1191312</b>	<b>-33.0%</b>	162023	74362	<b>-65941</b>	<b>-83.6%</b>	<b>-190348</b>	<b>-44.0%</b>	96330	32019	<b>-64311</b>	<b>-68.6%</b>	<b>-1191312</b>	<b>-33.0%</b>	162023	74362	<b>-65941</b>	<b>-83.6%</b>	<b>-190348</b>	<b>-44.0%</b>	96330	32019	<b>-64311</b>	<b>-68.6%</b>	<b>-1191312</b>	<b>-33.0%</b>						
5 Bardonnex	84854	-38049	<b>-122363</b>	<b>-144.6%</b>	<b>-148674</b>	<b>-30.5%</b>	-103474	-173632	<b>-70138</b>	<b>-67.8%</b>	<b>-189952</b>	<b>-34.4%</b>	8982	-131349	<b>-141151</b>	<b>-68.8%</b>	<b>-189105</b>	<b>-38.5%</b>	-103474	-173632	<b>-70138</b>	<b>-67.8%</b>	<b>-189952</b>	<b>-34.4%</b>	8982	-131349	<b>-141151</b>	<b>-68.8%</b>	<b>-189105</b>	<b>-38.5%</b>	-103474	-173632	<b>-70138</b>	<b>-67.8%</b>	<b>-189952</b>	<b>-34.4%</b>	8982	-131349	<b>-141151</b>	<b>-68.8%</b>	<b>-189105</b>	<b>-38.5%</b>						
6 Bellevue	-212077	-239905	<b>-27528</b>	<b>-11.5%</b>	<b>-394036</b>	<b>-64.6%</b>	-31919	-385277	<b>-71338</b>	<b>-22.7%</b>	<b>-686191</b>	<b>-12.6%</b>	-375989	-425863	<b>-48164</b>	<b>-13.3%</b>	<b>-893366</b>	<b>-8.3%</b>	-31919	-385277	<b>-71338</b>	<b>-22.7%</b>	<b>-686191</b>	<b>-12.6%</b>	-375989	-425863	<b>-48164</b>	<b>-13.3%</b>	<b>-893366</b>	<b>-8.3%</b>	-31919	-385277	<b>-71338</b>	<b>-22.7%</b>	<b>-686191</b>	<b>-12.6%</b>	-375989	-425863	<b>-48164</b>	<b>-13.3%</b>	<b>-893366</b>	<b>-8.3%</b>						
7 Bemex	2800623	2110427	<b>-689196</b>	<b>-24.5%</b>	<b>-937379</b>	<b>-14.5%</b>	2366229	1945864	<b>-518765</b>	<b>-21.5%</b>	<b>-388369</b>	<b>-14.6%</b>	2829789	2300499	<b>-529140</b>	<b>-18.7%</b>	<b>-1973918</b>	<b>-68.5%</b>	2366229	1945864	<b>-518765</b>	<b>-21.5%</b>	<b>-388369</b>	<b>-14.6%</b>	2829789	2300499	<b>-529140</b>	<b>-18.7%</b>	<b>-1973918</b>	<b>-68.5%</b>	2366229	1945864	<b>-518765</b>	<b>-21.5%</b>	<b>-388369</b>	<b>-14.6%</b>	2829789	2300499	<b>-529140</b>	<b>-18.7%</b>	<b>-1973918</b>	<b>-68.5%</b>						
8 Carouge	999993	548122	<b>-451871</b>	<b>-45.4%</b>	<b>-911118</b>	<b>-10.3%</b>	-1080336	-549912	<b>-530324</b>	<b>-49.1%</b>	<b>-6108799</b>	<b>-18.4%</b>	-1453798	-724022	<b>-1279776</b>	<b>-66.5%</b>	<b>-6108799</b>	<b>-11.4%</b>	-1080336	-549912	<b>-530324</b>	<b>-49.1%</b>	<b>-6108799</b>	<b>-18.4%</b>	-1453798	-724022	<b>-1279776</b>	<b>-66.5%</b>	<b>-6108799</b>	<b>-11.4%</b>	-1080336	-549912	<b>-530324</b>	<b>-49.1%</b>	<b>-6108799</b>	<b>-18.4%</b>	-1453798	-724022	<b>-1279776</b>	<b>-66.5%</b>	<b>-6108799</b>	<b>-11.4%</b>						
9 Chaligny	32350	-86784	<b>54284</b>	<b>-62.7%</b>	<b>-117333</b>	<b>-15.2%</b>	47464	-101723	<b>26429</b>	<b>-51.3%</b>	<b>-151363</b>	<b>-6.4%</b>	87325	-133338	<b>-20164</b>	<b>-47.3%</b>	<b>-183286</b>	<b>-18.2%</b>	47464	-101723	<b>26429</b>	<b>-51.3%</b>	<b>-151363</b>	<b>-6.4%</b>	87325	-133338	<b>-20164</b>	<b>-47.3%</b>	<b>-183286</b>	<b>-18.2%</b>	47464	-101723	<b>26429</b>	<b>-51.3%</b>	<b>-151363</b>	<b>-6.4%</b>	87325	-133338	<b>-20164</b>	<b>-47.3%</b>	<b>-183286</b>	<b>-18.2%</b>						
10 Chaligny	-223004	-312748	<b>89744</b>	<b>-40.2%</b>	<b>286301</b>	<b>-17.1%</b>	-260385	-329421	<b>69336</b>	<b>-36.5%</b>	<b>-434441</b>	<b>-16.8%</b>	-202945	-282941	<b>80996</b>	<b>-28.6%</b>	<b>-4201478</b>	<b>-20.8%</b>	-260385	-329421	<b>69336</b>	<b>-36.5%</b>	<b>-434441</b>	<b>-16.8%</b>	-202945	-282941	<b>80996</b>	<b>-28.6%</b>	<b>-4201478</b>	<b>-20.8%</b>	-260385	-329421	<b>69336</b>	<b>-36.5%</b>	<b>-434441</b>	<b>-16.8%</b>	-202945	-282941	<b>80996</b>	<b>-28.6%</b>	<b>-4201478</b>	<b>-20.8%</b>						
11 Chaney	862208	680509	<b>-181701</b>	<b>-21.1%</b>	<b>-384943</b>	<b>-17.7%</b>	896957	686440	<b>-121217</b>	<b>-23.6%</b>	<b>-433188</b>	<b>-11.1%</b>	869363	6728417	<b>-161156</b>	<b>-32.7%</b>	<b>-173271</b>	<b>-1.5%</b>	896957	686440	<b>-121217</b>	<b>-23.6%</b>	<b>-433188</b>	<b>-11.1%</b>	869363	6728417	<b>-161156</b>	<b>-32.7%</b>	<b>-173271</b>	<b>-1.5%</b>	896957	686440	<b>-121217</b>	<b>-23.6%</b>	<b>-433188</b>	<b>-11.1%</b>	869363	6728417	<b>-161156</b>	<b>-32.7%</b>	<b>-173271</b>	<b>-1.5%</b>						
12 Chêne-Bougeries	-216051	-1034205	<b>-1869254</b>	<b>+86.3%</b>	<b>-7374190</b>	<b>+21.5%</b>	-1993765	-3492368	<b>-1488903</b>	<b>+78.2%</b>	<b>-8919742</b>	<b>+28.9%</b>	-1777877	-3401551	<b>-1623274</b>	<b>+91.3%</b>	<b>-10948468</b>	<b>-32.9%</b>	-1993765	-3492368	<b>-1488903</b>	<b>+78.2%</b>	<b>-8919742</b>	<b>+28.9%</b>	-1777877	-3401551	<b>-1623274</b>	<b>+91.3%</b>	<b>-10948468</b>	<b>-32.9%</b>	-1993765	-3492368	<b>-1488903</b>	<b>+78.2%</b>	<b>-8919742</b>	<b>+28.9%</b>	-1777877	-3401551	<b>-1623274</b>	<b>+91.3%</b>	<b>-10948468</b>	<b>-32.9%</b>						
13 Chêne-Bourg	3198494	2831482	<b>-367062</b>	<b>-11.6%</b>	<b>-148340</b>	<b>-0.9%</b>	2899637	2333805	<b>-565832</b>	<b>-21.6%</b>	<b>-488362</b>	<b>-6.5%</b>	2947177	2478146	<b>-469031</b>	<b>-18.9%</b>	<b>-643946</b>	<b>-4.6%</b>	2899637	2333805	<b>-565832</b>	<b>-21.6%</b>	<b>-488362</b>	<b>-6.5%</b>	2947177	2478146	<b>-469031</b>	<b>-18.9%</b>	<b>-643946</b>	<b>-4.6%</b>	2899637	2333805	<b>-565832</b>	<b>-21.6%</b>	<b>-488362</b>	<b>-6.5%</b>	2947177	2478146	<b>-469031</b>	<b>-18.9%</b>	<b>-643946</b>	<b>-4.6%</b>						
14 Choulex	544195	646472	<b>89377</b>	<b>+13.6%</b>	<b>186196</b>	<b>+10.3%</b>	586659	387111	<b>199462</b>	<b>+57.2%</b>	<b>753304</b>	<b>+14.6%</b>	-295044	-332725	<b>42781</b>	<b>-32.8%</b>	<b>141363</b>	<b>+7.2%</b>	586659	387111	<b>199462</b>	<b>+57.2%</b>	<b>753304</b>	<b>+14.6%</b>	-295044	-332725	<b>42781</b>	<b>-32.8%</b>	<b>141363</b>	<b>+7.2%</b>	586659	387111	<b>199462</b>	<b>+57.2%</b>	<b>753304</b>	<b>+14.6%</b>	-295044	-332725	<b>42781</b>	<b>-32.8%</b>	<b>141363</b>	<b>+7.2%</b>						
15 Collex-Boisy	181798	29314	<b>-152473</b>	<b>-83.9%</b>	<b>-189469</b>	<b>-44.7%</b>	119689	11384	<b>-108305</b>	<b>-92.1%</b>	<b>-184344</b>	<b>-34.8%</b>	208368	72950	<b>-135416</b>	<b>-61.1%</b>	<b>-107187</b>	<b>-19.2%</b>	119689	11384	<b>-108305</b>	<b>-92.1%</b>	<b>-184344</b>	<b>-34.8%</b>	208368	72950	<b>-135416</b>	<b>-61.1%</b>	<b>-107187</b>	<b>-19.2%</b>	119689	11384	<b>-108305</b>	<b>-92.1%</b>	<b>-184344</b>	<b>-34.8%</b>	208368	72950	<b>-135416</b>	<b>-61.1%</b>	<b>-107187</b>	<b>-19.2%</b>						
16 Collège-Belvèze	-3384562	-5239483	<b>-1854331</b>	<b>-54.8%</b>	<b>-4176693</b>	<b>-17.7%</b>	-3302225	-4471089	<b>-1162364</b>	<b>+36.2%</b>	<b>-4488544</b>	<b>+18.2%</b>	-4263543	-6104551	<b>-1827906</b>	<b>+43.9%</b>	<b>-1461897</b>	<b>-22.2%</b>	-3302225	-4471089	<b>-1162364</b>	<b>+36.2%</b>	<b>-4488544</b>	<b>+18.2%</b>	-4263543	-6104551	<b>-1827906</b>	<b>+43.9%</b>	<b>-1461897</b>	<b>-22.2%</b>	-3302225	-4471089	<b>-1162364</b>	<b>+36.2%</b>	<b>-4488544</b>	<b>+18.2%</b>	-4263543	-6104551	<b>-1827906</b>	<b>+43.9%</b>	<b>-1461897</b>	<b>-22.2%</b>						
17 Coligny	-1161847	-1202914	<b>-460667</b>	<b>-38.3%</b>	<b>-2322885</b>	<b>-13.5%</b>	-2911778	-2838998	<b>-477390</b>	<b>-1.6%</b>	<b>-4468313</b>	<b>+16.2%</b>	-2798138	-2672633	<b>-121293</b>	<b>-4.3%</b>	<b>-4842410</b>	<b>-61.6%</b>	-2911778	-2838998	<b>-477390</b>	<b>-1.6%</b>	<b>-4468313</b>	<b>+16.2%</b>	-2798138	-2672633	<b>-121293</b>	<b>-4.3%</b>	<b>-4842410</b>	<b>-61.6%</b>	-2911778	-2838998	<b>-477390</b>	<b>-1.6%</b>	<b>-4468313</b>	<b>+16.2%</b>	-2798138	-2672633	<b>-121293</b>	<b>-4.3%</b>	<b>-4842410</b>	<b>-61.6%</b>						
18 Configny	721019	489385	<b>-231634</b>	<b>-31.9%</b>	<b>-353379</b>	<b>-33.0%</b>	669494	487592	<b>-184202</b>	<b>-27.5%</b>	<b>-294733</b>	<b>-21.4%</b>	498407	189861	<b>-308546</b>	<b>-61.7%</b>	<b>-827185</b>	<b>-44.8%</b>	669494	487592	<b>-184202</b>	<b>-27.5%</b>	<b>-294733</b>	<b>-21.4%</b>	498407	189861	<b>-308546</b>	<b>-61.7%</b>	<b>-827185</b>	<b>-44.8%</b>	669494	487592	<b>-184202</b>	<b>-27.5%</b>	<b>-294733</b>	<b>-21.4%</b>	498407	189861	<b>-308546</b>	<b>-61.7%</b>	<b>-827185</b>	<b>-44.8%</b>						
19 Corsier	-468430	-837165	<b>-368738</b>	<b>-47.8%</b>	<b>-1542871</b>	<b>-22.9%</b>	-419383	-638180	<b>-218327</b>	<b>-51.8%</b>	<b>-1623788</b>	<b>-24.7%</b>	-589114	-865885	<b>-276751</b>	<b>-46.9%</b>	<b>-1186123</b>	<b>-22.8%</b>	-419383	-638180	<b>-218327</b>	<b>-51.8%</b>	<b>-1623788</b>	<b>-24.7%</b>	-589114	-865885	<b>-276751</b>	<b>-46.9%</b>	<b>-1186123</b>	<b>-22.8%</b>	-419383	-638180	<b>-218327</b>	<b>-51.8%</b>	<b>-1623788</b>	<b>-24.7%</b>	-589114	-865885	<b>-276751</b>	<b>-46.9%</b>	<b>-1186123</b>	<b>-22.8%</b>						
20 Dardagny	180222	144216	<b>-35806</b>	<b>-19.9%</b>	<b>-317187</b>	<b>-8.9%</b>	322985	289240	<b>36745</b>	<b>+12.7%</b>	<b>-118770</b>	<b>-4.0%</b>	450603	394387	<b>-60206</b>	<b>-14.4%</b>	<b>284</b>	<b>0.0%</b>	322985	289240	<b>36745</b>	<b>+12.7%</b>	<b>-118770</b>	<b>-4.0%</b>	450603	394387	<b>-60206</b>	<b>-14.4%</b>	<b>284</b>	<b>0.0%</b>	322985	289240	<b>36745</b>	<b>+12.7%</b>	<b>-118770</b>	<b>-4.0%</b>	450603	394387	<b>-60206</b>	<b>-14.4%</b>	<b>284</b>	<b>0.0%</b>						
21 Genève	-3205183	6309387	<b>-9326479</b>	<b>-290.3%</b>	<b>-31899373</b>	<b>-6.8%</b>	896424	10710510	<b>-5946264</b>	<b>-58.1%</b>	<b>-4738767</b>	<b>-3.8%</b>	6173500																																			